

Le Développement des PAROISSES-SOUCHE dans l'archidiocèse de Gatineau

Par Mgr J. Marcel Massie
Automne 2012
Résumé et traduction anglaise par :

Plan d'ensemble

Textes	Titre
1	L'Outaouais avant 1847
2	Les deux premiers évêques (Guigues et Duhamel)
3	Les paroisses de la Petite-Nation (souche N.D.-de-Bonsecours)
4	Les paroisses de la Lièvre (souche St-Grégoire-de-Nazianze)
5	Les paroisses de la partie sud-ouest (souche St-Paul d'Aylmer)
6	Les paroisses de la Gatineau (souche Saint-François-de-Sales)
7	La période de l'industrialisation

PREMIÈRE PARTIE : L'Outaouais avant 1847

À MGR PAUL - ANDRÉ DUROCHER

**Ce présent travail sur l'histoire
des premiers temps de notre diocèse et du vôtre
vous est fraternellement dédié
en signe de bienvenue.**

**Notre Église, née à l'heure du concile,
avait déjà de profondes racines, une longue histoire;
nos ancêtres dans la foi avaient forgé depuis longtemps
beaucoup d'aspects de notre paysage :
ils sont encore là.**

**Le premier peuplement francophone de l'Outaouais venait de partout, mais
spécialement de la région de Montréal.
Beaucoup avaient laissé la belle paroisse de Rigaud
pour s'établir dans la région de la Petite-Nation.
Vous y trouverez même des Durocher!....**

**Bienvenue
et que Dieu bénisse abondamment votre ministère**

J. Marcel Massie

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Au moment de la fondation du diocèse de Hull en 1963, l'Évangile était déjà répandu sur les terres de l'Outaouais depuis 150 ans. Le nouveau territoire ecclésiastique avait déjà appartenu à trois diocèses différents : Québec, Montréal et Ottawa; plus de la moitié de ses paroisses et dessertes avaient été fondées avant l'année 1900. En fait, presque tout le territoire rural était déjà organisé au plan civil et religieux. Ces paroisses, on les retrouve le long de la rivière des Outaouais et de ses affluents : la Gatineau, la Blanche, la Lièvre et la Petite-Nation.

Le développement de l'Outaouais s'est fait à partir de critères géographiques comme la situation stratégique d'une rivière favorisant le commerce du bois et le transport par voie d'eau. C'est le cas d'Aylmer situé sur le lac Deschênes, arrêt obligé pour toute navigation vers le haut de la rivière des Outaouais. Pointe-Gatineau ouvrait la route au développement de la vallée de la Gatineau. Buckingham en faisait autant pour tout le secteur de La Lièvre.

Le développement économique du commerce du bois fut suivi, spécialement après l'année 1840, de l'arrivée progressive d'une migration liée au développement du territoire, une période de colonisation; c'est le cas de la Seigneurie de la Petite Nation; là encore la rivière du même nom a joué un rôle stratégique dans le développement de l'arrière pays. Au début, la délimitation des divers cantons a quelquefois servi de référence pour l'incorporation civile d'une municipalité.

Près de l'embouchure de ces rivières, quatre paroisses-souches se morcelleront par la suite : Saint-Paul d'Aylmer, Saint-François de Sales de Pointe-Gatineau, Saint-Grégoire de Buckingham et Notre-Dame-de Bonsecours à la Petite-Nation. Ces paroisses se développeront d'abord et se morcelleront en suivant le développement de leurs vallées, c'est tout le secteur rural. Au milieu du 20^e siècle le phénomène de l'urbanisation de l'Outaouais prendra vraiment son essor; il nécessitera de nouveaux démantèlements dans les villes de Hull, de Pointe-Gatineau et de Gatineau. Une vingtaine de nouvelles paroisses seront alors fondées. À l'époque moderne, plusieurs de ces paroisses devront être regroupées.

La présente recherche souhaiterait présenter le développement interne de chacune des régions nécessitant la fondation de nouvelles structures ecclésiastiques. A partir des quatre paroisses mères qui vont se subdiviser, nous pourrons voir la séquence historique du développement d'un territoire. Quels sont les facteurs, les circonstances, les causes qui ont entraîné la fondation de chacune de nos paroisses et comment elles ont été inter-reliées.

Quel terme employer ? Sauf pour les Amérindiens, devons-nous parler de l'évangélisation de l'Outaouais? La deuxième vague d'immigration, à compter de 1840, se composait majoritairement de catholiques; ils avaient la foi de l'époque, ils demandaient des prêtres et des chapelles pour leur culte; ils avaient hâte de bâtir des premières institutions pour marquer leur

territoire et leur identité. Parlons plutôt de la première période missionnaire, vers l'organisation de l'Église en Outaouais.

Commencé en 2005, ce travail de recherche se proposait de fournir du matériel en vue de composer une histoire du diocèse à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa fondation en avril 2013. Le projet était très ambitieux puisqu'il couvrait presque deux cent ans d'histoire. Il a finit par prendre sa forme actuelle en suivant le développement des régions et des paroisses souches.

Il comprend trois parties :

- 1.- les premiers développements du territoire et la période missionnaire à la fondation du diocèse de Bytown en 1847.
- 2.- le développement des régions à partir des quatre paroisses mères (ou paroisses souche)
- 3 - les paroisses du développement urbain des villes de Hull, Pointe-Gatineau, Gatineau et Buckingham.

La deuxième partie de ce travail couvre une matière plus considérable. La troisième partie, par ailleurs, sera plus brève; la période missionnaire est terminée, on se contera de mentionner les circonstances des sub-divisions. Ce travail pourrait être complété ultérieurement par l'ajout de tableaux, graphiques ou photos

J. Marcel Massie

En ce jour de l'inauguration du ministère épiscopal de Mgr Paul-André Durocher, le 30 novembre 2011.

La troisième partie de cet ouvrage a été terminée à l'été 2012 et remis aux autorités diocésaines pour usage à leur discrétion. L'auteur remercie Sœur Suzanne Vallières et Sœur Alice Labrie des Sœurs de la Charité pour leur travail de supervision et de correction.

Le 7 août 2012

BIBLIOGRAPHIE

(Les lettres en gras dans les parenthèses sont des références abrégées dans le texte)

ALEXIS de Barbézieux, R. P. *Histoire de la province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation dans la vallée de l'Ottawa*, La Cie d'imprimerie d'Ottawa, 1897. 2 vols. 609 pages et 507 pages. (**Alexis**)

LEGROS, Hector et SR PAUL-ÉMILE,, s.g.c. *Le diocèse d'Ottawa 1847-1948*, Ottawa, Imprimerie Le Droit., 1948. (**DO**)

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE L'OUTAOUAIS, *Regards sur le Gatineau d'hier*, Outaouais, no 4, Hull, 1996. (**OU 4**)

BRAULT, Lucien, *Hull*, Université d'Ottawa, 1950 (**Hull**)

BRAULT. Lucien, *Histoire de Pointe-Gatineau 1807-1947*, École industrielle des Sourds-Muets, Montréal, 1948 (**HPG**)

Le Nord de l'Outaouais, Manuel-Répertoire d'Histoire et de Géographie régionales, Ouvrage rédigé en collaboration, Le Droit, Ottawa, 1938. (**NO**)

PIGEON, Léo-Paul, o.m.i. *La Blanche de Templeton*, Ottawa, 1989 (**BT**)

LAPOINTE, Pierre-Louis, *Au cœur de la Basse-Lièvre la ville de Buckingham de ses origines à nos jours 1824-1990*, Buckingham 1990. (**Behaim**)

Gatineau raconté, Ville de Gatineau, 1995 (**GR**)

BARIBEAU, Claude, *La Seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854*, Éditions Asticou, Hull 1983, (**SPN**)

CHAMBERLAND, Abbé Michel, *Histoire de Montebello*, Atelier des Sourd, Montréal, 1929; réédité en 1981 (**HM**)

Héritiers, témoins...Un peuple bâtisseur. Paroisse Saint-François-de-Sales, 1990 (**HT**)

LEMIEUX, Lucien, *Histoire du catholicisme québécois, Tome 1, Les années difficiles (1760-1839*, Montréal, Boréal, 1989. [**HCQ**]

PERRAS, Jean-Guy, *La saga de Thurso*, Les Éditions de la Petite-Nation, Saint-André-Avellin, 1985, (**ST**]

Noms et lieux du Québec, Commission de toponymie, Dictionnaire illustré, Les Publications du Québec, Québec, 1994. [NLQ]

PARENT, Henriette, *Fier de son histoire Saint-Paul d'Aylmer se raconte*, Paroisse Saint-Paul, 1995. [SP]

BONHOMME, Joseph o.m.i. *Notre-Dame de Hull, ses origines, ses œuvres, son jubilé de diamant* Imprimerie Le Droit, Hull, 1931. [NDH]

HURTUBISE Pierre, McGOWAN Mark C. et SAVARD Pierre, *Planté près du cours des eaux, Le diocèse d'Ottawa 1847-1997*, Ottawa, Novalis, 1998. [PPCE].

POULIOT Léon, *Monseigneur Bourget et son temps*, Tome II, l'Évêque de Montréal, Montréal, Bellarmin, 1977 [MB]

GAFFIELD Chad, *Histoire de l'Outaouais*, Collection Les Régions du Québec, Institut canadien de recherche sur la culture, 1994, ouvrage en collaboration. [HO]

LAROSE André, *Le Territoire de l'Outaouais : perspectives historiques et l'Église catholique dans l'Outaouais de 1847 à nos jours*. Hull, 1989. Document de travail cité dans HO, p. 358

CARRIÈRE Gaston, *L'établissement de l'Église à Hull et dans la région*, dans la Revue de l'Université d'Ottawa, vol. 39, no 4, octobre - décembre 1969. p. 602. Cité dans HO, p. 232.

BARIBEAU, Claude, *La Seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854, Hull*, Éditions Asticou, 1983

COURSOL, Luc *Un diocèse dans les cantons du Nord. Histoire du diocèse de Mont-Laurier*, 1998 [DCN]

INTRODUCTION

L'histoire de l'Outaouais n'est pas sans importance, ni sans intérêt. Nous pouvons suivre son développement à travers des personnes et des événements précis qui ont marqué chaque portion du territoire et dont on retrouve les traces encore aujourd'hui. Les débuts de la colonisation de l'Outaouais furent lents et difficiles; les leaders et les premiers colons qu'ils ont attirés étaient tous anglophones. Jusqu'à vers 1860, les Canadiens-français constituent une minorité; dans la conduite des affaires civiles et politiques de même que dans la direction économique, leur influence était nulle. Dans ce contexte d'éloignement et de pauvreté, on ne peut qu'admirer le zèle des premiers missionnaires.

La première partie de cet historique couvre des faits qui se sont produits entre 1800 et 1847

IDENTIFICATION ET PREMIER DÉVELOPPEMENT (PREMIÈRE PERIODE MISSIONNAIRE)

Premiers postes de traite

1.- Premier développement du territoire

2.- Les années d'établissement avant 1847 – les débuts et la croissance accélérée des différents cantons jusqu'à leur première organisation civile.

- identification et développement du territoire

- les années d'établissement :

Le canton de Hull

Le canton d'Aylmer

Pendant ce temps à Bytown

Le canton de Templeton

Le canton de Buckingham

Le canton de Lochaber

La seigneurie de la Petite-Nation

3.- La première période missionnaire

La seigneurie de la Petite-Nation comme endroit stratégique et tête de pont des missions sur l'Outaouais.

1)- le premier missionnaire, l'Abbé Joseph Roupe (1815-1828)

2)- la période des missionnaires résidents à Bonsecours (1829-1838)

3)- la période des «Missionnaires Ambulants » (1838-1844)

4.- Le rôle de Mgr Bourget dans le développement des institutions religieuses en l'Outaouais :

1)- sa visite pastorale de 1840 qui donna lieu à l'organisation religieuse des Quatre paroisses

2)- l'envoi à Bytown de Patrick Phelan pour en faire le coadjuteur de L'évêque de Kingston en 1842

3)- la venue des Pères Oblats au Canada en 1841 et à Bytown en 1844

4)- la fondation du diocèse de Bytown en 1847

Quelques annexes.

1 A L'ORIGINE, QUELQUES POSTES DE TRAITE

L'Outaouais et sa vallée sont le corridor historique reliant la région de Montréal et la vallée du Saint-Laurent aux « Pays d'en Haut » et à l'ouest canadien.

« Le site de la ville de Hull a toujours été important. Dès le début de la Nouvelle-France les chasseurs Amérindiens du haut de la rivière se rendaient ici pour échanger leurs fourrures avec les tributs intermédiaires

Au début du 19^e siècle, il existe deux grandes compagnies d'exploration : La Compagnie de la Baie d'Hudson et le Compagnie du Nord-Ouest; celle-ci basée à Montréal envoie ses explorateurs vers l'Ouest, vers l'Abitibi d'aujourd'hui par la rivière des Outaouais appelée par les Amérindiens « la Grande Rivière ». En 1821, les deux compagnies fusionnent. **(Hull, p. 23...)**

On commençait (une des deux grandes compagnies) par installer un poste à l'intérieur des terres à proximité des territoires de chasse et de trappe des autochtones. Puis un compétiteur s'installe à quelques pas du poste ou à un avant-poste de façon à intercepter l'amérindien. L'arrivée sur scène des marchands de bois vient perturber cet équilibre. L'entrée en scène des défricheurs et des agriculteurs viendra tout bouleverser.

Où sont situés les postes de traite ?

Il y en avait deux sur la rivière Le Lièvre : au lac des Sables avant 1821, l'autre plus au sud dans la région de Buckingham.

Bien que Charles Symmes puisse être considéré à bon droit comme le fondateur de la ville d'Aylmer, il n'en est pas moins acquis que la Compagnie de la Baie d'Hudson faisait alors des bords du lac Chaudière (Lac Deschênes) le point de départ de tout l'approvisionnement de ses postes de l'Outaouais. **(NO, p. 203).**

BYTOWN, LIEU DE PASSAGE

Situé au confluent des rivières Rideau, Gatineau et des Outaouais, le site qu'occupe la ville d'Ottawa (tout comme sa voisine québécoise Gatineau) fut durant des centaines d'années un important lieu de passage et d'échange pour les nations amérindiennes provenant de régions très éloignées les unes des autres.

Les Algonquins occupent la région depuis des milliers d'années, mais la grande rivière qui traverse leur territoire porte le nom d'une autre nation, les Outaouais, (Ottawa, Odawa,

Outaouac, etc.) qui vivent au lac Huron et dans la région des Grands Lacs et qui furent de grands marchands. On utilisait la rivière comme raccourci pour se rendre chez les Outaouais.

Le fondateur de la Nouvelle-France, Samuel de Champlain, est passé ici en 1613 et en 1615, mais il faut attendre à 1800 avant de voir le premier établissement permanent. Cette année-là, Philemon Wright, un américain de Woburn, au Massachusetts, s'établit sur la rive québécoise et fonde la ville de Hull, maintenant intégré au grand Gatineau.

2.- PREMIER DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE (B'ham, p. 11)

À l'époque de la Nouvelle-France, l'Outaouais fut complètement tenu à l'écart de la colonisation. En 1674, deux Seigneuries seulement avaient été concédées par la Compagnie des Indes occidentales en amont du Long Saut, celle de Pointe-à-l'Original, la seule à n'être jamais concédée dans ce qui deviendra l'Ontario, elle correspond aujourd'hui au canton de Longueuil, dont le centre est l'Original. L'autre Seigneurie, celle de la Petite-Nation, avait été concédée à Mgr de Laval.

Ces deux seigneuries ne seront jamais colonisées à l'époque de la Nouvelle-France et demeureront inoccupées, même sous le régime anglais, de 1763 à 1798. Ce sont les marchands de fourrures de Montréal surtout, qui s'y opposèrent; ils firent jouer leur influence auprès des gouverneurs et des intendants craignant que d'éventuels compétiteurs interceptent les Amérindiens. Pour cette raison, la vallée de l'Outaouais et la Basse Lièvre seront réservées aux trafiquants de fourrures jusqu'à la toute fin du 18^e siècle.

L'Outaouais ne fut donc l'objet d'aucune occupation de la part d'Européens sous le Régime français si l'on fait abstraction des postes de traite.

L'Angleterre, qui avait perdu ses colonies américaines lors de la guerre d'Indépendance (1776-1786) décida d'accorder plus d'attention à ses colonies d'Amérique du Nord; elle adopta de nouvelles lois mettant l'accent sur « la nécessité d'occuper le territoire afin d'en assurer le contrôle et de faire respecter ses droits de propriété » (**Outaouais 4 – Regard sur le Gatineau d'hier, p. 4**).

La métropole faisait de grands efforts pour attirer les colons afin d'empêcher les Américains d'agrandir leur territoire vers le nord. Les autorités politiques entendaient promouvoir le peuplement des cantons avec l'idée d'implanter au Canada une société et une culture à saveur britannique.

Les propriétaires des seigneuries concédées sous le Régime français (1708-1760) conservaient tous leurs droits après la Conquête. Depuis 1763, tout l'Outaouais (à l'exception de la seigneurie de la Petite-Nation), devenait propriété de la Couronne britannique et était assujéti aux nouveaux modes de concession des terres.

Cette concession de terres publiques connut différents modes comme les billets ou permis d'occupation en 1763. Les concessions de terre ne devaient pas dépasser 100 acres pour un chef de famille et 50 acres pour les autres membres d'une même famille, avec possibilité de concéder un maximum de 1000 acres. Puis, en 1774, l'Acte de Québec préconisa un retour à la formule de la concession en fiefs et seigneuries, absolument comme sous la domination française; mais cette formule ne fut pas populaire parce qu'elle était jugée trop contraignante

tant pour le seigneur que pour les censitaires. Le gouvernement opta alors pour la tenure « en franc et commun socage »; dans ce système anglais, le colon devenait seul propriétaire de sa terre et pouvait la revendre sans que le gouvernement ou un seigneur ne puisse l'empêcher. (**B'ham, p. 12**). Ce système fut officialisé dans l'Acte constitutionnel de 1791.

Cette nouvelle constitution de 1791 divisait le Canada en deux provinces : le Bas-Canada (Québec) et le Haut-Canada (Ontario); la rivière des Outaouais servait de frontière. Mais avant de concéder des terres, il fallait d'abord verbaliser tout le territoire de la Couronne, c'est-à-dire le subdiviser en comtés, cantons et lots. En 1795, Gale et Duberger publient une carte du Bas-Canada où apparaissent les noms des comtés et de certains cantons. Toutes les terres situées à l'ouest de Montréal, sur la rive nord de la rivière des Outaouais formaient le comté de York (plus tard le nom sera changé en celui d'Ottawa). Le comté est composé entre autres des cantons suivants : Pontiac, Eardley, Hull, Templeton, Buckingham, la Seigneurie de la Petite Nation et le canton de Grenville. Ces territoires ne sont pas encore arpentés. (**BT, page 13**). Ce comté de York allait voir ses principaux cantons dotés de noms puisés à même la toponymie du Yorkshire en Angleterre : c'est le cas de Hull, de Masham, de Wakefield et de plusieurs autres qui furent baptisés ainsi vers 1792, y compris Ripon.

Ce canton (Ripon) paraît sur une carte du Bas-Canada par Gale et Duberger (1795). (**B'ham. P. 15**). Le canton avait été l'objet d'une requête officielle de la part de Nicolas Bayard en vue d'en devenir le chef. Il devait se trouver des « associés » pour peupler le canton (**p. 13**) qui lui fut retiré en 1796 puisqu'il n'avait rien fait (arpentage, installation).

Dans le premier quart du 19^e siècle, la rivière des Outaouais servit au développement d'un premier poste par canton :

- canton de Pontiac	Fort-Coulonge
- canton de Hull	Hull et Aylmer
- canton de Templeton	Long Point Range qui deviendra Pointe-Gatineau
- canton de Buckingham	Buckingham
- Seigneurie de la Petite-Nation	Notre-Dame-de-Bonsecours
- canton de Grenville	Grenville

La carte Gale et Duberger et celle de Bouchette (dans Noms et lieux du Québec (NLQ)).

Duberger Jean-Baptiste (1767-1821), arpenteur, cartographe et dessinateur. En 1795 il signa avec Samuel Gale une importante carte géographique du Bas-Canada.

Gale Samuel (1747-1826), arpenteur, notaire, né en Angleterre. Arrivé à Québec en 1791, il travailla pour l'arpenteur général Samuel Johannes Holland à titre d'assistant principal. Il travailla avec Duberger,

Bouchette Joseph (1774-1841). Il s'est illustré comme arpenteur général du Bas-Canada en remplacement de son oncle Samuel Holland. Ses cartes régionales se sont inspirées de celles de Duberger et Gale; ses deux

descriptions topographiques du Bas-Canada publiées en 1815 et rééditées en 1821-1832 s'imposent encore comme références essentielles pour la connaissance du territoire. Il se livre avec minutie et précision à la recension du territoire bas-canadien pour le gouvernement. «Description topographique de la province du Bas-Canada», une somme des connaissances du territoire pour l'époque.

MODE DE CONCESSION DES TERRES PUBLIQUES

L'article 32 de l'Acte constitutionnel prévoyait la division des terres de la Couronne en « townships » ou « cantons », qui, le long d'une rivière navigable devaient mesurer « neuf milles de front (sur) douze milles de profondeur » et à l'intérieur des terres avoir une superficie de dix milles carrés. **(B'ham, p. 12)**

Pour développer de nouvelles régions, le gouvernement établit le système des chefs de cantons et associées : une personne qui désirait acquérir des terrains du domaine public en faisait la demande au Conseil exécutif et aux officiers de haut rang; on confiait ainsi un rôle prépondérant à ceux qui avaient du capital à investir dans la colonisation. Par la suite, ce chef de canton recrutait des individus et signait avec eux une requête au gouverneur demandant la concession des terres qu'il convoitait. Le chef de canton et ses associés devaient s'engager à développer le territoire.

Ce système de concession des terres était une bonne idée, mais il y eut des abus. **(Ou 4, p. 4)**. Les chefs de cantons étaient des hommes qui se servaient de leur influence et de leurs amis pour se faire octroyer d'immenses concessions. Au lieu d'investir dans la mise en valeur de leurs terres, ils s'en servirent à des fins spéculatives. **(p. 8)**. Plusieurs personnes des États unis même profitèrent de l'invitation du gouvernement bas-canadien et, sans avoir été loyalistes pendant la Révolution américaine, obtinrent d'immenses étendues de terre.

Malgré les efforts déployés par la métropole pour ouvrir au développement de nouvelles régions, comme l'Outaouais, à la fin du 18^e siècle, peu de gens semblaient intéressés. Il faudra attendre l'arrivée des groupes de « leaders » et associés pour que la région commence à se peupler. Ce fut cette modalité qu'employa Philemon Wright à Hull, Archibald Macmillan à Templeton et Levi Bigelow à Buckingham. **(Idem)**

En plus des problèmes d'ordre administratifs, les dirigeants des cantons devaient faire face à plusieurs difficultés d'ordre économique. Ils devaient importer, principalement de Montréal, des marchandises manufacturées. Pour compenser les coûts d'exploitation de certains produits manufacturés indispensables, Wright et Macmillan se lancèrent dans l'exportation; l'exploitation forestière s'avéra alors un élément de solution afin de relever les défis économiques. Le bois d'œuvre devint ainsi complémentaire à l'activité agricole. Ainsi, les ouvriers agricoles, travaillant sur des fermes durant l'été, constituaient une main-d'œuvre disponible durant l'hiver pour la coupe du bois **(p. 6)**

On trouve trois catégories de propriétaires : des spéculateurs, des entrepreneurs industriels et des « bâtisseurs de pays ».

3. LES ANNÉES D'ÉTABLISSEMENT AVANT 1840

3.1 CANTON DE HULL

Le canton de Hull qui a donné son nom à la ville implantée au confluent de la rivière de la Gatineau et de la rivière des Outaouais date de 1792. Le canton est déjà noté sur la carte Gale et Duberger de 1795. Il est décrit par Bouchette en 1815.

Fondation de Hull (Wrightstown) – 1800 (**NO p. 182-183**).

La ville ne tarda pas à prospérer.

Après quelques années de pourparlers avec les autorités gouvernementales de Québec, Philemon Wright réussit à recruter quelques familles en vue de fonder un établissement permanent sur les rives de la Grande-Rivière. Partie de Woburn, près de Boston, au début de février 1800, l'expédition se composait de 37 hommes, de 5 femmes, d'au moins 21 enfants, de 14 chevaux, de 8 bœufs, de 5 traîneaux chargés de nourriture et d'outils. Finalement, à la fin de mars, le file de traîneaux s'arrêta définitivement dans le canton de Hull à l'endroit choisi par Wright lors d'un voyage précédent, probablement près de l'embouchure de la rivière Gatineau à *Columbia Pound* (lac Leamy). Des travaux considérables y furent exécutés dès l'été 1800 pour la construction d'une ferme. Le défi était de taille pour ces colons, car il fallait construire des habitations, défricher et ensemercer la terre. (**Hull, p. 15 et suiv.**)

Du 2 juillet au 9 octobre 1801, Wright entreprit l'arpentage et la subdivision du canton avec l'arpenteur Théodore Davis et dix hommes. Il s'agissait de diviser le canton de 82,429 acres en concessions d'environ 200 acres chacune, d'y poser des bornes et de noter la qualité du terrain, les espèces de bois qui y poussaient, les minéraux, etc. Wright nous dit que c'était « *un mauvais canton à arpenter à cause de la rivière Gatineau, courant dans une direction angulaire dans tout le canton et n'étant guéable dans aucun endroit que nous connaissons* ». Après cet examen minutieux, Wright ne semble pas satisfait de la qualité des terres, à cause de l'état montagneux et rocailleux du canton. « *Ce sont, dit-il, des terres peu propres à la culture, et dont le quart à peine est cultivable* ». Pour compenser sa peine, il demande la concession de la partie nord-ouest du canton voisin de Templeton. Le nouveau canton était borné au nord par ceux de Masham et

De Wakefield; au sud par la Grande-Rivière; à l'est, par le canton de Templeton et à l'ouest, par celui d'Eardley. En présentant son rapport, Davis mentionne qu'un « *quart du canton a été mesuré et réservé pour Philemon Wright et ses associés* ». Cette portion comprend la partie sud du canton, en bordure de la rivière des Outaouais et à l'est de la rivière Gatineau.

Au cours de ses voyages dans le district, avant de s'y établir, Wright a été frappé par la situation avantageuse de la partie sud du canton qu'occupe aujourd'hui la ville de Hull.

L'endroit était prometteur. Situé sur la majestueuse rivière Outaouais, à l'embouchure des rivières Rideau et Gatineau, et en même temps sur le plus long et le plus difficile des 33 portages qui séparaient Montréal de la baie Georgienne, Hull était destinée à devenir un poste important pour le commerce futur de l'Outaouais supérieur. Jugeant cet endroit avantageux pour y établir un dépôt pour ses affaires en général, à cause de l'accès facile à la navigation, Wright y dépensera une somme considérable d'argent pour son établissement.

Les chutes Chaudières, que Wright voyait à l'état naturel, pouvaient être maîtrisées et harnachées de manière à en extraire une force motrice utile au fonctionnement de nombreux moulins. Pour ces raisons, Wright aurait rêvé de voir surgir, entre Aylmer et la Gatineau, un centre commercial aussi important que celui de Montréal.

Le chef du canton, Philemon Wright, avait, seul, entrepris les démarches requises pour obtenir sa concession et celles de ses associés. Il en avait défrayé toutes les dépenses, de même que le coût total de l'arpentage du canton. Il laissa 200 acres à chacun de ses associés et devint, pour ainsi dire, l'unique propriétaire de ce domaine qu'il se mit à exploiter avec beaucoup d'intelligence.

Premier développement du canton

Des concessions de terres comprenant au total 12,000 acres, réparties dans tout le canton, sont alors accordées à onze hommes : Philemon Wright, père, ses trois fils Philemon, Tiberius et Ruggles, James McConnell, Luther Colton, Isaac Remic, Edmond Chamberlain, Harvey Parker et Daniel Wyman, ce dernier apparenté avec l'épouse de Wright.

Afin d'obtenir d'autres colons, dès l'automne de 1801, il lança une invitation publique à toutes les personnes qui désiraient s'établir sur des terres nouvelles à des conditions favorables. Il promettait, en outre, de leur prêter le blé et les autres grains nécessaires à la première semence. Cette invitation porta ses fruits. Un bon nombre de bûcherons de Woburn engagés par Wright pour faire le voyage et aider à l'installation originale retournèrent au Massachusetts à l'automne 1801, tel que convenu, mais pendant l'hiver suivant, la plupart revinrent au service de leur ancien bourgeois.

Dès que les travaux de la première ferme (au lac Leamy) sont lancés, Wright songe à s'installer à un autre endroit, où il pourra établir des moulins, soit aux environs des chutes Chaudières. En 1801, il y érige une première maison de bois, une scierie et une meunerie. Cette installation portera le nom de ferme des Chutes Columbia, nom qu'il ne faut pas confondre avec celui de la ferme Gatineau établie près du *Columbia Pond*, aujourd'hui le lac Leamy. L'année suivante, une forge bien outillée est aménagée, car Wright désire avoir sur les lieux tous les objets nécessaires à son établissement afin de s'éviter des voyages à Montréal. Un forgeron et un menuisier sont engagés en 1803. Déjà la colonie commence à se suffire à elle-même.

L'année suivante, la forge devenue trop exigüe, est reconstruite en pierre, avec quatre feux, dont les soufflets sont activés par la force hydraulique extraite des chutes Chaudières. Une deuxième maison pour loger les employés est construite en 1806, non loin de la première (rue Principale, entre Eddy et Montcalm). Un boulanger, un tailleur et un cordonnier viennent ensuite s'installer dans la nouvelle colonie : l'expansion est rapide. En 1807, un moulin de chanvre est érigé. Wright remarque aussi, près des chutes, l'existence de pierre à chaux de haute qualité et en exploite des carrières.

« Pour Wright l'activité agricole et la propriété foncière étaient des éléments très importants. Même après 1806, lorsque le commerce du bois devient l'activité commerciale par excellence, il continua de privilégier l'agriculture. La culture du sol était primordiale pour la survie de la colonie, car elle était isolée des grands centres. Il voulait beaucoup de terres afin de favoriser la production agricole et le développement d'autres secteurs. Il désirait avant tout de ne pas abandonner à d'autres la mise en valeur directe du territoire. C'est pour cette raison qu'il chercha constamment à élargir son propre domaine foncier, quitte à en laisser pour un temps des portions inexploitées. (O4, RO, p. 5 : note 7)

Quelques milles de route furent tracés pour réunir les fermes du canton et les relier à leur source d'approvisionnement à Wrightstown (Hull). Mais le travail, acharné, progressa lentement. Pour les premiers colons, la rivière demeure le principal moyen de transport, et les terres riveraines qui donnent accès à la rivière furent les plus recherchées.

Comment expliquer la lenteur du développement dans les trois autres cantons par rapport à celui de Hull? Comment expliquer qu'à 80 milles de toute civilisation, la petite colonie de 1800 ait grandi jusqu'au point d'éveiller l'attention des gouverneurs, de provoquer l'étonnement de l'étranger et de mériter l'admiration générale des gens du pays? La seule explication, la clef du mystère se trouve dans la persévérance, le travail, l'initiative et l'esprit d'entreprise du chef, Philemon Wright.

L'administration municipale...vers la fondation de la ville de Hull

Le village commençait à prendre forme lorsque, le 8 mai 1808, un incendie consuma, en quelques heures, le fruit de sept années de labeur; la meunerie, le moulin à chanvre, la scierie et une grande quantité de blé et de bois scié furent réduits en cendres. Ce fut un véritable désastre pour la colonie naissante; malheureusement, ce ne sera pas le dernier...

Abattu par ce malheur, Wright sembla pour un moment désespérer du succès de son établissement, n'eût été l'encouragement de ses fils. Tout le monde se remit à l'œuvre; la scierie fut reconstruite en moins de 60 jours, la meunerie le fut à l'automne suivant. On construisit ensuite une distillerie de dimension respectable.

En 1810, Wright, qui depuis son arrivée dans la région était demeuré sur sa ferme de la rivière Gatineau, se fit construire une maison pour sa famille et un magasin dans le voisinage de

la Chaudière (à l'emplacement de l'ancien Standish-Hall). Il y déménagea afin de mieux surveiller ses diverses industries, où déjà 10 hommes étaient employés.

L'année suivante (1811), il fit ériger une grande bâtisse pour servir d'école; elle se trouvait sur la route d'Aylmer près de l'actuel boulevard Saint-Joseph. Ce fut la première école de la vallée de l'Outaouais au-dessus du Long-Sault (Grenville). Cette dernière fut remplacée en 1817, par une nouvelle, plus spacieuse, vis-à-vis le cimetière *St James*, sur le chemin d'Aylmer. Une chapelle fut ouverte au culte des différentes confessions religieuses protestantes en 1815.

En 1819, Wright est nommé agent des terres pour le canton de Hull avec mission d'établir et d'encourager les nouveaux colons et de prévoir le site d'un village et 200 acres de terrain pour la construction d'une église, d'une école et d'un palais de justice car alors, l'administration relevait d'un juge de paix nommé par le gouverneur.

Comme le village prenait de plus en plus d'importance, Wright s'aperçut qu'il manquait une salle de rassemblement; il en fit construire une de 20 pieds sur 30 qui porta le nom de la Commune. En 1820, il érigea l'hôtel Columbia (angle Saint-Jacques et Principale) pour accommoder les voyageurs de passage...car il y avait déjà un mouvement important vers Aylmer.

Finalement, il ne manquait plus qu'une église anglicane pour que l'établissement soit complet; elle fut érigée en 1823, au moyen de souscriptions et de dons. Située sur l'emplacement de l'ancien poste de police, puis de la bibliothèque sur la rue Leduc, elle fut nommée *St James* et servit jusqu'en 1967.

Pour conclure, on peut dire que, dès 1820, Hull possédait tout ce qu'il lui fallait pour se développer normalement et pourvoir aux besoins de sa population. Dans cette région, Hull était devenu un centre commercial et industriel qui avait déjà acquis une certaine indépendance. Les cultivateurs fournissaient la nourriture, la laine et le cuir aux bûcherons et aux artisans; ceux-ci préparaient les vêtements, les matériaux de construction et les outils de toutes sortes, et ceux-là ramenaient dans le canton le capital que l'importation avait fait grandir. Sous l'impulsion de son fondateur, Hull grandit rapidement et devint l'une des plus importantes villes de la province de Québec » (*Hull, page 27 et pages précédentes.*)

Graduellement la population augmenta. En 1820, elle comptait 365 hommes, 113 femmes, 229 enfants, un total de 707 âmes, population répartie sur l'ensemble du territoire qui deviendra Hull et Aylmer. **En 1824**, elle se chiffrait à 106 familles ou 803 personnes. Il n'y avait que 158 habitants dans le canton voisin de Buckingham, 55 dans celui de Templeton et 23 dans Lochaber.

En 1845, le Canada-Uni étudie la question des municipalités et adopte une loi établissant une administration locale dans les paroisses, villages et cantons. C'est le juge de paix qui convoque les électeurs pour l'élection des officiers. L'administration municipale de Hull connut

différentes formules jusqu'à son incorporation comme ville le 23 février 1875. En 1855, les Canadiens français constituaient encore une minorité dans le comté de Hull; leur influence sur la conduite des affaires était nulle; il fallut attendre l'année 1868 pour qu'un premier conseiller soit élu, Hercule Gravel. (Hull, Chap.2).

3.2 CANTON D'AYLMER

Quatre des associés de Philemon Wright et deux de ses fils (Ruggles et Tiberius) achetèrent les lots près du lac Chaudière (Deschênes) correspondants au vieux Aylmer. La famille Wright finit par posséder beaucoup de propriétés dans ce secteur. (*Aylmer Québec, son patrimoine, pages 2 et suiv.*)

D'autres colons voulurent s'y établir, mais ils avaient à affronter de sérieux obstacles sur la rivière à cause d'une série de chutes, les chutes Chaudière, le rapide Petite Chaudière et le rapide Deschênes, formant une séparation naturelle entre le haut et le bas de la rivière des Outaouais; trois portages étaient donc nécessaires, ce qui n'était pas commode pour le transport du matériel lourd en vue de la construction de maisons, de fermes et d'entreprises. Dès 1805, on avait frayé, à partir de Hull, un chemin plutôt grossier en direction de l'ouest, le long de la ligne de partage entre le premier et le deuxième rang du canton. Le chemin, d'une longueur de six milles, suivait le même tracé que l'actuel Chemin d'Aylmer et se rendait jusqu'au débarcadère du lac Chaudière (lac Deschênes). Le premier mouvement de colonisation et d'exploitation forestière se fit dans la direction tant de la ville d'Aylmer que du chemin de la Montagne (NO p. 203). Le village d'Aylmer fut à son origine le pied-à-terre des travailleurs de la forêt. Il eut ensuite ses propres scieries.

À mesure que d'autres colons viennent s'établir dans les cantons d'Eardley et d'Onslow, la circulation s'accroît sur la rivière et le débarcadère du lac Chaudière devient un point de rassemblement pour les voyageurs. Vers 1818, afin d'accommoder ces voyageurs, Philemon Wright et ses fils construisent un magasin près de ce débarcadère; ils déboisent quelques lots pour les cultiver et nomment l'endroit Ferme Chaudière.

En 1819, le chemin qui relie le débarcadère de la Ferme Chaudière et le débarcadère à Hull est amélioré et élargi; les habitants de la région durent fournir quelques jours de travail. La nouvelle route, achevée en 1820, est nommée « Britannia Road » ou « Turnpike », et le débarcadère du lac Chaudière auquel elle aboutit devient « Turnpike End ».

L'arrivée de Charles Symmes

En janvier 1819, Charles Symmes du Massachusetts âgé de 21 ans, neveu de Philemon Wright, exprime à son oncle le désir de se mettre à son service. Arrivé en avril suivant, il travaille pendant les trois années suivantes comme commis, puis comme comptable pour la compagnie des Wright à Hull. En novembre 1821, Philemon Wright fils meurt dans un accident de voiture sur la route de Grenville. Au printemps suivant, on envoie Charles Symmes de Hull à Turnpike End pour remplacer son cousin comme surintendant de la Ferme Chaudière.

En 1823, dans un rapport provisoire présenté au gouvernement, Philemon Wright père indique que la Ferme Chaudière comprend une solide maison, deux magasins, un hôtel et trente acres de terre cultivée. Dix personnes y habitent : huit hommes et deux femmes. Peu après, Charles Symmes devenait un partenaire à part entière de Philemon Wright et de ses fils. Une entente intervient entre les deux parties concernant le développement et l'aménagement de la ferme et Symmes s'attirera des éloges pour son travail; l'établissement est jugé très accueillant.

La famille Wright, préoccupée de ses divers et nombreux intérêts commerciaux, trouve difficilement le temps et l'énergie nécessaire pour le développement de Hull en village gouvernemental. En 1825, Joseph Bouchette, dans un rapport officiel adressé au gouvernement, recommande qu'un débarcadère pour bateaux à vapeur soit construit près du domaine de Symmes. Il suggère aussi que le lot 21 rang II, plutôt que Hull, devienne l'emplacement officiel du village, et qu'il soit ouvert à la colonisation. Hull, dit-il, est la propriété de Philemon Wright et de ses fils, « ce qui explique le faible accroissement de sa population et de ses établissements. Il est en effet dans l'intérêt de ces messieurs d'éviter d'y faire venir trop de gens qui pourraient entrer en compétition avec les différentes entreprises qu'ils dirigent ». (AQ, p.8).

Le rapport de Bouchette, favorisant « Turnpike End », est sans doute la cause du différend qui surgit entre Charles Symmes et les Wright; l'entente de cinq ans signée en 1823 n'est pas renouvelée en 1828. Symmes règle ses comptes avec son oncle et se libère totalement de sa tutelle. Il ne perd pas de temps à mettre son village en chantier. En 1830, ses terres sont arpentées, divisées en lots et mises en vente. On traça des rues et on leur donna les noms que presque toutes portent encore aujourd'hui. Symmes fit l'achat du terrain riverain sur lequel se trouvait le débarcadère, garantissant à son village entouré par les terres de Wright, un accès très nécessaire à la rivière des Outaouais.

De 1830 à 1840, les rives de l'Outaouais furent littéralement envahies tant par les ouvriers employés au préalable à la construction du canal Rideau (achevé en 1832), par les immigrants des Îles Britanniques qui devinrent colons et industriels, et par les Canadiens-français qui réussissent après de longues années de lutte, à monopoliser les emplois inférieurs dans les chantiers. (NO, p. 204).

En 1831, le gouvernement ouvre dans le village de Symmes un bureau d'enregistrement de comté et un bureau de poste. On change alors le nom de la petite localité qui devient Aylmer en l'honneur de Lord Aylmer, Gouverneur général de 1831 à 1836. Le bureau de poste de Hull ouvre en 1829 tandis que celui d'Aylmer ouvre en 1832; la présence d'un bureau de poste à

Aylmer agace les Wright qui sentent leur village de Hull de plus en plus menacé par la croissance de cette autre agglomération au bord du lac.

En 1831, Symmes et un groupe d'actionnaires forment une compagnie qui construira un bateau à vapeur, le premier à naviguer en amont de la rivière des Outaouais, le *Lady Colborne*. En même temps, Symmes construit un hôtel en pierre en bordure du lac, près du débarcadère, pour loger les passagers du nouveau bateau à vapeur. Un deuxième bateau s'ajoutera en 1836, le *George Buchanan*. Un service régulier s'est établi entre Aylmer, Filtzroy Harbor, Chutes Chats, Fort William et Portage-du-Fort. Le service de bateaux à vapeur contribue beaucoup à accélérer la mise en valeur commerciale d'Aylmer durant les années 1830. Les voyageurs venant de Hull et de Bytown empruntent le Britannia Road pour se rendre en diligence jusqu'à Aylmer où ils passent la nuit afin de prendre le *Lady Colborne* le lendemain matin à 6 heures. La communauté commence à se développer, des hôtels, des compagnies de diligence et des compagnies de transport s'établissent le long des rues aboutissant au débarcadère.

Vers les années 1830, de prospères marchands de bois, dont Charles Symmes, s'établissent le long de la rue Principale. En 1840, Harvey Parker, John Egan, Charles Symmes et Robert Conroy ont achevé la construction d'un moulin et d'une scierie mus à la vapeur. L'entreprise dessert les fermes des environs d'Aylmer, des deux côtés de la rivière. Dix ans plus tard, elle produit 100 boisseaux de farine par jour ainsi que des planches et plusieurs milliers de pieds de bardeaux. Une entreprise de cette importance, en plus du service de bateaux à vapeur, contribue à la croissance d'Aylmer comme centre régional prédominant.

Le développement rapide des années 1830 entraîna aussi des problèmes sociaux et il devient de plus en plus évident que le palais de justice et la prison de Montréal étaient trop éloignés pour desservir adéquatement la région. Le tempérament fougueux des gens de l'industrie du bois et l'accroissement de la population donnèrent lieu à un taux de criminalité qui rendit nécessaire un accès plus facile au système judiciaire.

Philemon Wright représentait la région à l'Assemblée législative du Québec de 1839 à 1834; il mit tout en œuvre pour obtenir à Hull la construction du palais de justice et d'une prison. Avec la même ardeur, Charles Symmes et les habitants d'Aylmer réclamèrent que leur village soit choisi pour recevoir ces services publics. Un comité spécial trancha la question en 1840 en faveur d'Aylmer qui devient alors chef-lieu du comté d'Ottawa et siège du tribunal. Le rapport du comité spécial avait fait valoir que même si le village n'est pas très grand, il est bien situé et voué à devenir le centre des affaires de la région. La population allait s'enrichir d'une nouvelle classe professionnelle.

En 1841, Aylmer se dote d'un journal hebdomadaire, le *Ottawa Advocate*. Des annonces publicitaires publiées dans ce journal nous informent, à la manière d'un catalogue de métiers qu'en 1842, le village, d'environ 500 habitants, comprend 4 hôtels, 4 magasins généraux, 2 boulangeries, une tannerie, une école, un dispensaire et une église catholique. Des

forgerons, des ferblantiers, des charrons et des fabricants de voitures et de traîneaux installent leurs ateliers dans les principales rues du village.

Avec un tel développement et sa perspective de durabilité, le temps était désormais mûr pour mettre en place les infrastructures d'encadrement tant civil que religieux.

Le village d'Aylmer fut érigé en corporation municipale le 20 juillet 1847
(NO p. 200-209)

3.3 PENDANT CE TEMPS À BYTOWN

(Le Droit, 20 janvier 2005, article de Charles Thériault)

Les origines d'Ottawa remontent au début de la construction du canal Rideau par le colonel By, en 1826. Mais le lieu était connu bien avant l'arrivée du colonel.

Canal Rideau et Bytown

La guerre canado-américaine de 1812 a eu un impact direct sur la fondation d'Ottawa. À la suite de ce conflit, le gouvernement britannique a décidé d'ouvrir une nouvelle voie de navigation entre Kingston et Montréal en passant les rivières Cataraqui et Rideau et la grande rivière des Outaouais afin d'éviter le fleuve Saint-Laurent, trop exposé à d'éventuelles attaques américaines.

Le colonel John By fut donc chargé de construire cette voie navigable en canalisant les sections non navigables des rivières Rideau et Cataraqui entre Ottawa et Kingston.

À compter de 1828, de plus en plus de travailleurs vinrent s'établir à Bytown. C'est ainsi qu'est née la ville qui allait plus tard devenir Ottawa. Bytown était donc surtout un village ouvrier. En fait, c'était un chantier car, à elle seule, la construction du canal et des écluses permettant de passer de la rivière des Outaouais à la rivière Rideau a nécessité plusieurs années de travail.

« Dès son arrivée en 1828, le colonel By a commencé à tracer des rues et à préparer le terrain en fonction de la création d'un village et, l'année suivante, il y avait 600 personnes à Bytown, essentiellement des gens qui travaillaient à la construction du canal » raconte l'archiviste en chef de l'Université d'Ottawa, Michel Prévost.

« Lorsque les travaux ont été exécutés, en 1832, Bytown comptait 2000 habitants, dont plusieurs se sont retrouvés sans emploi. Plusieurs alors sont venus s'établir dans les cantons de Hull et de Templeton. Commence alors une période plus difficile car Bytown, tout comme Hull, était une ville vivant de l'exploitation forestière. Tous ces bûcherons qui revenaient des chantiers au printemps passaient par Bytown et plusieurs y dépensaient leurs salaires dans les tavernes. Il y a eu aussi des périodes très violentes lorsqu'un groupe d'Irlandais, les Shiners, cherchaient à chasser les Canadiens-français afin d'occuper les emplois disponibles. La guerre des Shiners a fait rage entre 1835 et 1837 », a ajouté M. Prévost.

L'historien Roger Blanchette a rappelé qu'à cette époque, les « barons du bois » jouaient sur cette rivalité entre Irlandais et Canadiens-français pour faire baisser les salaires. C'est durant cette période qu'a vécu Jos. Montferrand, le bûcheron, devenu personnage légendaire en raison de sa force et de ses affrontements avec les Shiners.

La mauvaise réputation que traînait Bytown et les avantages qui venaient avec le statut de « cité » (notamment le pouvoir de constituer une force de police municipale) auraient pesé lourd dans la décision des élus municipaux de changer le nom de la ville pour Ottawa, a souligné M. Blanchette. En 1855, Bytown devient donc Ottawa et à ce moment-là rien n'indique que cette ville ouvrière va devenir la capitale du Canada quelques années plus tard.

La fin de la construction du canal Rideau marque aussi l'arrivée d'une nouvelle migration et une étape importante dans le développement des cantons de Hull et de Templeton.

3.4 CANTON DE TEMPLETON

Le nom apparaît sur la carte de Gale et Duberger en 1795. Arrosé par plusieurs Grands Lacs près de sa limite nord, il est traversé du nord au sud par la rivière Blanche et longe à l'ouest la rivière Gatineau. Entre les deux points extrêmes du relief, la dénivellation est d'environ 270 mètres.

Philemon Wright

Philemon Wright avait accompagné l'arpenteur Davis, lors de l'arpentage du canton de Hull. Il avait pu vérifier lui-même la qualité du sol. Les terres au-delà du troisième rang (les rangs étaient parallèles à la rivière des Outaouais) étaient très rocailleuses, donc impropres à la culture, Il estime que cette partie de territoire ne pouvait être considérée comme une compensation équitable pour les frais engagés pour le transport des colons en ce lieu peu

hospitalier et lointain. En compensation, il sollicite en 1802 le quart du canton de Templeton; sa requête fut accordée par les autorités coloniales en 1809. Il reçut des lots dans la moitié sud-ouest des six premiers rangs du canton, cette partie située en bordure de la rivière des Outaouais et à l'embouchure de la rivière Gatineau. Ils présentaient un plus grand potentiel agricole et forestier. Ce coin de terre deviendra avec le temps le village de Pointe-Gatineau. (O4, p. 6).

Archibald Macmillan

La tradition britannique fut maintenue dans l'Outaouais avec l'arrivée de l'écossais Archibald Macmillan. En 1802 il quitta les Highlands d'Écosse avec 400 de ses gens dont il avait payé la traversée. Homme d'affaires averti, il espérait prendre possession d'une terre où lui et les colons qu'il avait amenés recréeraient la société des Highlands avec lui comme chef.

Mais les choses n'allèrent pas aussi vite qu'il l'aurait sans doute souhaité. À cause des lenteurs administratives, il dut attendre cinq ans avant de recevoir une concession de 13 261 acres, soit la moitié du canton de Templeton et tout le canton de Suffolk qui avait été rebaptisé Lochaber. Entre temps il s'était établi à Montréal comme marchand et plusieurs concitoyens venus avec lui se fixèrent dans le Haut-Canada. En 1807, plusieurs familles choisirent de le suivre et d'autres familles écossaises les rejoignirent, désireuses elles aussi de conserver les traditions écossaises. Un bon nombre d'entre elles s'établirent dans le canton de Lochaber. En 1809, MacMillan augmenta le nombre de ses possessions foncières dans les cantons de Grenville et de Templeton. Il en profita pour construire des moulins le long de la rivière des Outaouais. Un premier noyau villageois va s'établir dans ce qui deviendra le village de Templeton. (Pointe-Gatineau). Mais lui et Philemon Wright étaient bien conscients que posséder d'immenses étendues de terre pouvait être très onéreux. (O4, 5-6)

Rapports entre les deux hommes

Les défis posés par la complexité du développement économique de la région incitaient la population à travailler conjointement pour son propre avantage. C'est ainsi que le développement de la région amena les deux hommes à se reconnaître et à développer des rapports personnels dans différents domaines.

Points communs des deux hommes d'affaires.

Wright et MacMillan avaient sensiblement la même vision concernant l'exploitation des terres. Ils engageaient des travailleurs pour l'abatage des arbres et la construction des radeaux de bois. Ils achetaient le bois que les colons vendaient après le défrichement de leurs terres. De plus, leurs possessions étaient dominantes dans la région de l'Outaouais. L'étendue et la variété de leurs entreprises, ainsi que leur importance à l'extérieur de la région, les autorisaient à obtenir du crédit auprès des compagnies et prêteurs. (O4, p. 7)

La rivalité.

Accaparé par l'exploitation de la forêt, Archibald MacMillan commença de plus en plus à négliger la colonisation. Les rapports entre les deux hommes, après 1810, devinrent tendus. Wright se plaignait souvent de MacMillan auprès des autorités britanniques, à cause de son indifférence quant à la colonisation. MacMillan connut donc beaucoup de difficultés dans ses relations avec ces dernières, surtout avec le gouverneur, Lord Dalhousie. En 1821, le comité des terres du Conseil exécutif conseilla au gouverneur de retirer à MacMillan toutes ses concessions où la condition de coloniser n'avait pas été respectée. L'année suivante, comme il n'en avait pas payé les loyers, il perdit son bail sur les lots de terre appartenant à la couronne et ses terres lui furent confisquées. La crise économique des années 1819 à 1822 porta un dur coup à ses activités commerciales.

En 1825, MacMillan subissait une autre année de malchance dans le commerce du bois. Il se retrouvait avec d'énormes dettes. Sa situation devenait très précaire. Il ne put s'en remettre et fut forcé par ses créanciers, en 1827, d'abandonner ses activités commerciales. La croissance rapide de l'industrie du bois signifiera la prédominance de la forêt dans l'économie régionale. Malheureusement, MacMillan se montra moins impliqué que Wright dans le développement de l'Outaouais, cherchant uniquement et constamment à tirer parti du bois de ses propriétés. Les défis économiques de la région finirent par le dépasser complètement.

Les Wright avaient finalement gagné la guerre; ils avaient réussi à étendre leur domination sur toute la région. Malgré la nature imprévisible du marché de l'industrie forestière, Philemon Wright et ses fils étaient les plus gros propriétaires fonciers, les plus importants marchands de bois et les principaux créanciers de la région; de plus, ils avaient beaucoup plus d'influence, à Montréal et à Québec, que MacMillan.

Les premiers colons

Dès que les forêts furent déboisées, MacMillan et Wright en profitèrent pour vendre des terres. On vit alors apparaître de plus en plus de colons qui vinrent s'établir dans les cantons de Templeton et de Hull-Est. Ces fermiers venus des Îles Britanniques, à majorité protestante, transportaient avec eux leurs traditions et leurs coutumes. Dans les débuts, le canton de Templeton-Est fut peuplé par une majorité d'Écossais. Le canton de Templeton-Ouest fut en grande majorité colonisé par les Anglais. Le canton de Hull-Est se retrouvait aussi avec des Anglais, mais surtout avec des Irlandais. Ces immigrants, attirés en premier lieu par les terres disponibles, se mirent assez vite au service des maîtres de chantier. L'exploitation forestière a donc été le point de départ du développement de l'Outaouais. (O4, p.7-8).

« Dès 1783 les autorités gouvernementales avaient songé à coloniser cette partie de la province, mais ce n'est qu'en 1809 que l'on commence à concéder des terres de la Pointe-Gatineau. Les premiers concessionnaires sont très majoritairement anglophones, mais nous ne

savons pas s'ils ont tous véritablement habité leur terrain. Puis, une population majoritairement francophone commença à s'établir vers 1830.

L'établissement des colons et le développement du territoire furent très lents. C'est ainsi qu'en 1825, sur le plan cadastral, on remarque 29 propriétaires, dont 7 membres de la famille Wright. Il est clair que ces gens n'occupent pas leurs terres. Le recensement de Templeton de 1825 ne compte que 9 noms, dont un seul figure sur le plan cadastral de cette même année. Durant l'été 1824, M. Joseph Bouchette, arpenteur général envoyé par le gouverneur Dalhousie, entreprit de visiter les cantons nouvellement établis. Il fut impressionné par le développement du canton de Hull, mais il fut déçu du retard de Templeton « où il n'y a que 6 maisons, 4 granges, 186 acres de terres défrichées dont 156 en culture ». Bouchette touchait du doigt un problème majeur : l'abus de la loi par des chefs de cantons plus intéressés à s'enrichir qu'à développer le territoire.

(BT, p. 15)

C'est par le biais de la prise en possession des travaux de bois que les Canadiens-français ont pu s'établir dans la région de l'Outaouais. Il semble qu'ils ont rapidement monopolisé le voyage des cages vers Québec. Il n'est donc pas étonnant de constater que les rives de la rivière Gatineau offraient un endroit de choix pour ces établissements. Mais cette prise de possession ne se fit pas sans conflits, souvent sanglants, entre travailleurs irlandais et Canadiens-français. La « Guerre des Shiners », qui inventa la légende de Jos. Montferrand, dans les années trente, fut l'apogée de ce conflit. Dans ce nouveau commerce du bois, deux sites en particulier attiraient les colons. Le premier fut Grenville où, dès 1839, 386 Canadiens-français supplantèrent 182 Irlandais. L'autre fut la Pointe-Gatineau. En mars 1838, il y avait environ une douzaine de familles canadiennes-françaises et une irlandaise. C'est à partir de 1830 que les premiers colons canadiens-français s'établirent à la Pointe-Gatineau qui devient rapidement une bourgade de draveurs et de bûcherons; elle attire plus de familles que ne le fait l'agriculture.

(HT, p. 13)

Un certain nombre de ces colons avait quitté leur paroisse natale dans le district de Montréal pour s'établir à proximité de Bytown (Ottawa) à qui on prédisait avec raison un si bel avenir pendant la construction du canal Rideau. D'autres furent attirés par l'exploitation de l'industrie du bois, soit la coupe, soit le flottage des billes. En effet, depuis 1806, les trains de bois qui se suivaient presque sans interruption sur l'Outaouais et le Saint-Laurent exerçaient une grande influence sur l'esprit d'aventure des jeunes garçons vivant le long de ces cours d'eau. Aussi à la première occasion s'embauchaient-ils dans les chantiers de l'Outaouais. Après quelques années, lorsqu'ils décidaient de s'établir et de fonder un foyer ils ne retournaient pas dans les vieilles paroisses où toutes les bonnes terres étaient déjà prises, mais ils choisissaient un endroit plus près du centre de l'industrie forestière, leur principale occupation. Cela explique la présence à la Pointe-Gatineau de nombreuses familles originaires du district de Montréal. On peut même ajouter que la majorité des colons étaient très pauvres et qu'ils s'établirent sur un bien petit coin de terre ». **(HPG, p. 17-19).**

La population se concentra d'abord dans le sud; elle s'établit ensuite le long des routes rurales de Val des Monts » (NL , Gatineau)

Origine du nom de la rivière Gatineau (HPG, p. 13-16)

Variation du nom de Pointe-Gatineau

Premier « train de bois », le 11 juin 1806 :

« Le premier train de bois qui ait jamais flotté sur l'Outaouais déboucha de la Gatineau pour entrer dans la Grande Rivière. Son apparition donna lieu à un mouvement inusité parmi les paisibles villageois, qui n'ignoraient pas l'entreprise aventureuse que l'on allait tenter. Les radeaux de bois descendirent de Hull, passèrent les rapides tourbillonnants du Long-Sault, et arrivèrent à l'Île de Montréal. Ce ne fut pas sans encombre et sans de fortes dépenses. Comme les hommes, au service de Wright, ne savaient comment naviguer à travers les rapides, il ne fallut pas moins de trente-cinq jours pour descendre. Souvent les radeaux s'échouaient et il fallait une longue manœuvre pour les remettre à flots, mais l'expérience apprit aux voyageurs à connaître le chenal et plus d'une fois ensuite les radeaux firent la descente en vingt-quatre heures ». (NO, p. 229

Incorporation municipale.

Le 1^{er} juillet 1845, la municipalité du canton rural de Templeton (qui deviendra plus tard Templeton-Est, Templeton-Ouest) et le village de Pointe-Gatineau sont incorporés.

3.5 CANTON DE BUCKINGHAM

La conquête du sol et l'occupation des terres les plus intéressantes du domaine public, dans l'Outaouais et la Basse-Lièvre, va surtout se faire de 1796 à 1809. Comme pour le reste de la Province de Québec, en effet, c'est au cours de cette brève période de quinze ans, que plus d'un million et demi d'acres passeront aux mains d'une poignée d'individus. (B'ham, p. 10-11).

Le canton de Buckingham fut érigé le 27 novembre 1799. Comme premiers propriétaires, deux noms sont à retenir : John Robertson et William Fortune.

En 1799, le capitaine John Robertson, ancien officier du 84^e Régiment, recevait du gouvernement 2000 acres de terre situées des deux côtés de l'embouchure de la rivière du Lièvre, lui donnant le contrôle presque complet du « Bassin » et du site de ce qui deviendra Masson; déjà grand propriétaire, roi et maître d'une partie du canton de Chatham, Robertson se contenta de spéculer sur la valeur de ses terrains du canton de Buckingham sans y investir quoi que ce soit. L'arpenteur général Bouchette, en 1825, ne manquera pas de souligner l'aspect scandaleux d'une telle situation. Le capitaine ne développant pas son territoire, les premiers développeurs durent donc acquérir des concessions plus au nord.

William Fortune fut un Loyaliste, arpenteur de métier et propriétaire d'une plantation en Caroline du Nord. Dès l'ouverture des hostilités entre les rebelles américains et les Britanniques, il se rangea aux côtés de l'armée anglaise et servit la cause loyaliste comme guide, capitaine et colonel de milice. Il servira si bien que ses supérieurs militaires n'hésiteront pas à lui accorder de chaleureuses recommandations en prévision de son installation au Canada. En 1789 il se fit concéder un grand territoire sur le site de ce qui deviendra Pointe Fortune, en face de Carillon. Il s'y installa avec sa famille. Il se pourvoira des avantages concédés aux ex-officiers du 84^e Régiment.

Homme très ambitieux, Fortune, en 1795, demanda au gouvernement le privilège de faire l'arpentage du canton de Buckingham et de s'y établir, comme « chef de canton avec des associés » (P. 16). Mais le « Comité des terres », avant d'accepter les associés, exige des listes et des preuves de « loyauté » à la Couronne britannique. Une des listes ne comportant que des noms de l'État du Vermont fut refusée, le Comité se méfiait des Américains. C'est le fils de Fortune qui fit, en 1801, l'arpentage des cinq premiers rangs du canton de Buckingham. Enfin, après plusieurs années d'attente, William Fortune et ses associés se voyaient accorder le quart du canton de Buckingham, soit 12 000 acres répartis en 60 lots. La famille Hawley se voyait aussi concéder 2400 acres.

En 1803, William Fortune et ses associés –sauf deux- céderont immédiatement à Joseph Bigelow les terres dont ils venaient de recevoir les lettres patentes. Quelques mois plus tard Joseph Bigelow cédait tous ses lots à son lointain parent, Levi Bigelow, soit plus de 51 lots répartis sur 10 000 acres devenant ainsi le plus grand propriétaire du canton de Buckingham. Originaire du Vermont, il était venu dans le canton pour bâtir une colonie agricole; plus que

tout autre, c'est lui qui mérite le titre de « père du canton et du village de Buckingham ». (**B'ham**, p. 18-19; p. 33 et NO, p. 249).

Les deux Bigelow, Joseph et Levi, sont de bons amis des Wright. Levi se fait fournisseur d'animaux de ferme pour Philemon Wright; il se sert de son influence pour se faire accepter auprès des autorités canadiennes, car il voudrait bien que l'on oublie qu'il est américain. Comme Wright, il possède cet amour de la terre et cette ambition de bâtir une nouvelle communauté humaine sur les rives de la rivière du Lièvre. Heureusement qu'il y eut des gens comme Philemon Wright et Levi Bigelow pour récupérer le système et travailler de façon sincère au développement de la région de Hull et de la Basse-Lièvre. (**B'ham**, p. 19, 23).

Les pionniers.

Levi Bigelow. Comme Philemon Wright l'avait fait avant lui, il quitta sa Nouvelle-Angleterre pour venir bâtir sur les rives de la Lièvre une colonie agricole. Dès 1803, il est propriétaire d'importantes superficies dans le canton. Peu après il doit céder une partie de ses lots et ne réussit pas à mettre la main sur les terres de Robertson (futur Masson). Son intérêt pour la région dura plus de 20 ans. En avril 1824, il sera le premier à s'installer sur le site de Buckingham; il sera également le premier à ouvrir un magasin et à être nommé maître de poste. Son intérêt pour l'agriculture et pour le défrichement ne l'empêchera pas de viser la création de scieries et de moulins à farine; mais, dans ce domaine, dès 1826, il sera devancé par Baxter Bowman.

Baxter Bowman. Il vient lui aussi de la Nouvelle-Angleterre et arrive à Buckingham en juillet 1824. Il marquera les origines de la ville de Buckingham sur les plans économiques et politiques. Son rôle sera primordial dans le démarrage de l'industrie du bois et dans la construction d'un premier complexe industriel. Dès son arrivée il commence tout de suite à construire une scierie qui sera en marche quelques mois plus tard; une deuxième scierie en 1825, un moulin à farine en 1826, une troisième scierie en 1835 et une quatrième en 1841. Dans le domaine de l'industrie du bois, Bigelow ne rattrapera Bowman qu'en 1831. Ce sont ces entreprises qui seront à l'origine du village et de la ville de Buckingham. Ces deux pionniers ont des choses en commun, leur esprit d'entreprise, leur sens de l'initiative et leur ardeur au travail. (**Idem**, p. 33).

Les premiers habitants.

Parmi les premiers propriétaires de lots de 100 acres figure un groupe de 36 Écossais venus des Highlands et recrutés par John Cameron, agent des terres avec la consigne gouvernementale de favoriser cette ethnie; on craignait les Américains. Son successeur Donald MacLean concéda d'autres lots à 16 Irlandais et 5 Américains. (**B'ham**, p. 36-39).

Mais entre l'acquisition des lots par Bigelow en 1803 et l'arrivée des premiers colons, il fallut attendre vingt ans; les raisons en sont obscures, peut-être des délais dans l'acquisition d'un

certain capital. En 1824, à l'arrivée de Levy Bigelow et de Baxter Bowman, le canton de Buckingham ne comptait que trois colons et deux d'entre eux étaient des squatters nous dit Baxter Bowman. (p. 35). Les efforts déployés par les deux pionniers allaient porter des fruit et c'est le commerce du bois qui attira les premiers colons. C'est à partir de 1824 que la population du village et du canton commence à augmenter. Entre 1824 et 1825, la population va quadrupler; de 38 habitants elle passera à 150, répartie dans 21 familles. 22% sont des gens mariés;

44% sont des hommes célibataires de plus de 14 ans;

30 % sont des enfants de moins de 14 ans.

6% sont des femmes célibataires de plus de 14 ans.

C'est donc une société de pionniers où l'homme domine, jeunes et célibataires; donc une société instable – à l'inverse d'une société dominée par des gens mariés...et enracinés.

En guise de comparaison, en 1825, le canton de Hull avait alors 941 habitants, celui de Chatham (la région de Grenville), 900.

La population du canton de Buckingham qui avait quadruplé en moins d'une année (1824-1825) connaîtra une progression semblable dans les six années qui vont suivre. C'est ainsi que la population du canton atteindra 570 en 1831. Les terres en culture, au cours de la même période, étaient passées de 54 acres à 1555 acres.

John Félon décrit l'état du canton de Buckingham vers la même époque (**Behaim p. 32**) : « L'occupation du sol se fait en fonction de la rivière, surtout à partir du 5^e et 6^e rang. Les premiers lots à être concédés et à être exploités sont ceux qui touchent à la rivière. ».

La réflexion de Mgr Giguès, lors de sa première visite pastorale en 1848 mérite d'être citée ici; il parle de la pauvreté de cette mission, par suite « *de la malheureuse politique adoptée, lorsque les terrains furent vendus et que les terres furent tombées entre les mains de quelques individus* ». Il ajoute : « *MM. Bigelow et Bowman, par leur commerce de bois, ont donné naissance au village. Ils étaient agents des terres de la couronne et, selon la bonne habitude, se sont réservé la meilleure portion... Tout le front de la rivière leur appartient. Les concessions sont aux habitants* ». (**NO p. 248**).

L'évolution démographique (B'ham p. 32-33).

Entre 1815 et 1855 la population n'a cessé de s'accroître. En 1831, les catholiques romains comptent pour 49.6%; ils seront 67.6% en 1844, 72% en 1851 et 78% en 1861. Cette population catholique sera surtout composée d'irlandais : 87% en 1844, 21% en 1854, 12.7% en 1861. Quant à la population canadienne-française, elle passe de 13% en 1844 à 48% en 1861. (**B'ham, tableau de la page 34**).

La municipalité du canton de Buckingham fut érigée le 1^{er} juillet 1845, le village de Buckingham, en 1855; il fut incorporé en ville le 2 avril 1900. (NO, p. 247).

3.6 CANTON DE LOCHABER (ST, p. 13-15)

À l'origine, ce canton s'appelait Suffolk. Nous pouvons situer à l'année 1807 l'établissement des premiers colons dans le sud de la rivière La Blanche; cette année-là, Archibald MacMillan se voit concéder 13 261 acres de terre pour établir un groupe d'immigrants qu'il avait fait venir d'Écosse. John Cameron va aussi s'ajouter comme agent des terres.

Le canton fut rebaptisé Lochaber-Gore, noms identiques aux terres d'origine des colons écossais qui s'établirent dans la vallée de la rivière La Blanche; plusieurs avaient quitté le petit village de Thurso, au nord de l'Écosse. Ce canton s'étend des limites de la Seigneurie de la Petite-Nation, à l'est, jusqu'à celles du canton de Buckingham, à l'ouest. Les rives de la rivière des Outaouais forment la limite sud du canton qui se perd, au nord, dans la forêt vierge. Même si le sol des parties basses et des premiers plateaux montre une grande fertilité, les premiers colons ne l'auraient guère cultivé. Isolés du reste du pays, les colons entretiennent de rares contacts à l'extérieur de leur nouveau patelin.

En 1831, les émigrants irlandais viennent rejoindre les colons écossais dans le canton de Lochaber; d'autres les rejoignirent quelques années plus tard au moment de la grande famine. Les colons écossais acceptèrent difficilement de partager leur nouvelle patrie avec ces Irlandais. Longtemps, les deux ethnies entretinrent de nombreuses querelles. De plus, les Écossais étaient protestants et les Irlandais, catholiques. Les colons écossais s'intéressent surtout à la forêt; la culture des terres attire davantage les colons irlandais; ils donnèrent un vif essor au défrichage des terres et à la culture du sol dans le canton de Lochaber. Certains pensèrent même à un projet d'endiguement des berges de la rivière des Outaouais afin de récupérer les terres fertiles souvent inondées; comme dans plusieurs pays d'outre-mer, on recherche l'utilisation maximale des terres.

En 1836, 17 000 acres de terre dans Lochaber et 3 388 acres dans le Gore n'ont pas encore été concédés. La population atteint 148 habitants. Vers 1840, plusieurs Canadiens-français commencent à s'installer dans la région. Quarante ans plus tard, en 1880, la population du canton atteindra 2 302 habitants. Le canton fut érigé en municipalité en 1845; en 1886, Thurso devient officiellement une municipalité autonome et distincte du canton de Lochaber.

3.7 LA SEIGNEURIE DE LA PETITE-NATION

BARIBEAU, Claude, *La Seigneurie de la Petite-Nation 1801-1854*, Éditions Asticou, Hull 1983, (SPN).

Le matériel de cette recherche sur la Petite-Nation est surtout puisé dans cet ouvrage. L'auteur se réfère aux archives de la seigneurie, en particulier aux contrats de concessions de terre. Il a aussi consulté les registres paroissiaux de l'unique paroisse de la seigneurie avant 1850 et sur l'analyse des recensements de 1825, 1831, 1842 et 1851 (p.18) (Réf. SPN)

INTRODUCTION

En 1674, Mgr Laval reçut officiellement le titre d'évêque de Québec. À cette occasion, la Compagnie des Indes occidentales lui attribua la dernière seigneurie qui restait dans la colonie, celle de la Petite-Nation. Mgr Laval ne vint jamais dans sa seigneurie. À sa mort, il en céda les deux cinquièmes au Petit Séminaire de Québec et les trois cinquièmes au Chapitre de Québec. (B'ham, p. 11).

Au début du 19^e siècle, en 1803, Joseph Papineau agissait comme notaire pour le Séminaire de Québec. Il se porta alors acquéreur d'une première portion de la seigneurie en 1801, puis du reste, la moitié ouest, le 15 mars 1803. Il devenait alors l'un des plus grands propriétaires terriens du pays.

Description du territoire de la seigneurie

La seigneurie de la Petite-Nation est bornée, au sud, par la rivière des Outaouais; au nord par les cantons de Ponsonby, de Suffolk et de Ripon; à l'est par les cantons de Grenville et d'Harrington; à l'ouest, par les cantons de Ripon et de Lochaber. L'espace compris dans ces limites a une largeur de cinq lieues, sur une égale profondeur; ce qui fait une superficie de 185 840 arpents dont 100,800 sont en franc-alleu, c'est-à-dire, affranchis des devoirs seigneuriaux. (HM p. 35)

Les neuf dixièmes de sa superficie portent sur le Bouclier canadien et l'autre dixième recouvre les vallées des rivières et les rives de la rivière des Outaouais. La seigneurie dans son ensemble prend l'aspect d'un paysage montagneux où la forêt domine. Sur toute son étendue à partir des rives de la rivière des Outaouais jusqu'à la limite nord, la tendance du relief est à l'élévation. Trois rivières traversent la seigneurie du nord au sud dans des vallées de faible étendue : la Petite-Nation, son affluent la Petite-Rouge, et la rivière aux Saumons. La rivière Petite-Nation est la plus importante des trois. D'une longueur de plus de 90 milles, coupée de rapides et de chutes, elle draine avec son affluent toute la moitié ouest de la seigneurie. Il s'agit d'une route naturelle à l'intérieur des terres (qu'emprunteront les premiers colons vers le nord). La rivière aux Saumons dans la section est de la seigneurie possède un débit beaucoup moins important. (SPN, p. 24)

La distance, pour Ottawa, est 38 milles par terre et 42 milles par eau. La distance, pour Montréal, est de 79 milles par terre et 68 par eau.

Le premier seigneur, Joseph Papineau (1752-1841)

Malgré ses activités de notaire et de député, Joseph Papineau ne tarda pas à s'occuper de son domaine. Suite à un premier voyage en 1803, il envoie un arpenteur mesurer le front de la seigneurie sur la rivière des Outaouais; l'arpenteur, Joseph Senet, pousse plus loin à l'intérieur des terres et remonte la Petite-Nation jusqu'à une chute que les contemporains appellent *Sault de la Chaudière* aujourd'hui *les chutes de Plaisance*.

En 1805, Joseph Papineau abandonne sa fonction de député pour se consacrer à sa seigneurie. Au cours des cinq années suivantes, il amorce le développement de son nouvel établissement sur l'île Aroussen (en face du futur Montebello). Trois premiers engagés arrivent en 1805 avec la tâche de construire une maison pour y loger le seigneur lors de ses voyages à la seigneurie.

Les motivations des Papineau

Le notaire Joseph Papineau, son fils Denis-Benjamin, qui agit comme agent et qui est propriétaire du fief de Plaisance (l'étendue des deux presque-îles), et son autre fils, le célèbre Louis-Joseph, qui se porte acquéreur de la seigneurie en 1817, vont exploiter la Petite-Nation selon une méthode qui avait des racines for anciennes : multiplier le nombre de censitaires et de payeurs de rentes. Ils misent sur la rente. Ils ont donc intérêt à augmenter le nombre de payeurs de rentes. Ils aliènent la terre et la forêt en faveur des paysans, des artisans et des bourgeois qui procèdent à la mise en valeur des ressources, tandis qu'eux se contentent de percevoir une rente sur l'exploitation qu'on en fait.... (SPN, p. 18). Ils travaillent donc à leur propre compte quand il s'agit d'attirer les colons.

L'essentiel pour le premier seigneur, père, et surtout pour son fils, Louis-Joseph qui lui succède, est donc de multiplier le nombre de censitaires et de payeurs de rentes, de leur faciliter l'accès à la propriété foncière, de distribuer les meilleures terres aux pionniers et les moins bonnes aux autres par la suite, de se lier les paysans par des contrats qui les insèrent dans un univers de dépendance et d'exploitation, et de constituer en même temps. une main-d'œuvre saisonnière pour les entrepreneurs forestiers anglophones à l'œuvre dans la seigneurie. Ces paysans sont donc forcés pour survivre et payer leurs dettes, de participer à l'exploitation forestière comme main-d'œuvre saisonnière et bien souvent de travailler pour le seigneur.

Des entrepreneurs forestiers

C'est ainsi que l'exploitation forestière a servi de premier démarrage à la seigneurie à compter de 1807. (SPN p. 12). Et elle fut, par la suite, l'une des activités les plus importantes de la seigneurie. L'exploitation du premier moulin aux chutes de Plaisance devint par la suite une grosse industrie que les Papineau louaient à des concessionnaires comme Thomas Mears, Peter

McGill, Asa Cooke et son fils Alanson qui devint député du comté d'Ottawa et dont la propriété foncière était considérable car ils tenaient en même temps une grande ferme (en 1856, on estime que les Cooke sont propriétaires de plus de 2,800 arpents), Allan Gilmour, John A. Cameron et Cie qui changea le nom de la côte et du petit village du Moulin en celui de North-Nation Mills, vers 1870 et W. C. Edward de Rockland. En 1904, le moulin à scie fut démoli et déménagé à Rockland où le bois se rendait par les rivières Petite-Nation et Gatineau.

(Cf. Lucien Lavoie, *Histoire de Plaisance et de North-Nation Mills de 1801 à 1889*).

Ces entrepreneurs forestiers sont aussi soumis aux droits seigneuriaux sur les terres qu'ils possèdent et sujets au paiement d'une rente sur l'utilisation des moulins et des concessions forestières. C'est ce mode d'exploitation indirecte qui rend l'entreprise seigneuriale des Papineau différente de celle de leur voisin Philemon Wright, propriétaire du canton de Hull qui investit lui-même dans les différentes formes d'activités économiques de l'endroit. Contrairement à celui-ci, les seigneurs Papineau, souhaitant attirer les colons payeurs de rentes, sont davantage portés à leur faciliter l'accès à la propriété foncière qu'à en faire des locataires de terres. Tels sont les éléments qui nous paraissent essentiels à la bonne compréhension du processus de peuplement dans la seigneurie de la Petite-Nation. (SPN p. 22)

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SEIGNEURIE

Première phase : la première colonisation : 1807 – 1830

1)- la période de Joseph Papineau : 1807-1817

2)- la période de Louis-Joseph et de son frère

Période de Denis-Benjamin Papineau : 1817- 1830

Deuxième phase : 1830-1840

Troisième phase : 1840-1854, année de l'abolition des seigneuries

Entre 1810 et 1854, année de l'abolition de la tenure seigneuriale, les Papineau ont établi dix-huit côtes ou concessions orientées systématiquement en suivant le front de la seigneurie et le cours de la rivière Petite-Nation. La disposition linéaire des lots en bordure des rivières, à cause des bonnes terres qui s'y trouvaient, allait faciliter les communications.

L'occupation du sol va se réaliser en trois phases distinctes; un développement démographique particulier accompagne chacune de ces phases.

Première phase : la première colonisation : 1807-1830; elle se fait en bordure la rivière des Outaouais, qu'on appellera la *côte du Front* :

La période de Joseph Papineau (1807-1817)

En 1807,

Dans le but de peupler son fief, Joseph Papineau amène 19 colons canadiens-français et les installe sur la rive de la rivière des Outaouais, sur la côte dite du Front. Il s'agit du premier

noyau de colons à habiter la seigneurie en permanence. Ce premier effort de colonisation coïncide avec la nécessité, pour le seigneur, de remplir ses premiers contrats de bois. Comme son voisin de Hull, Philemon Wright, chez qui il se rend en visiteur, peut-être en observateur, en compagnie de son fils Louis-Joseph, le seigneur Papineau entreprend l'exploitation forestière alors en pleine expansion. Du coup, il s'assure un revenu de la vente du bois tout en procédant au déboisement du domaine, étape indispensable avant de labourer, ensemençer et construire.

En 1808

L'exploitation forestière exige non seulement la présence d'une main-d'œuvre, elle nécessite aussi une surveillance incessante des travaux. Joseph Papineau délègue son fils Denis-Benjamin à cette tâche. Âgé de 19 ans seulement, ce dernier doit, en plus, surveiller de près le développement du domaine. Il passera sa vie dans la Petite-Nation, devenant éventuellement gérant du domaine à la place de son frère.

En 1809,

Il faut tout prévoir pour la construction d'un moulin à scie : ouvriers, équipements et matériaux. Il sera construit aux chutes de la rivière Petite-Nation (aujourd'hui, chutes de Plaisance).

À la première génération de colons canadiens-français vient s'ajouter en 1809 un certain nombre de colons américains. Cette immigration arrive à la Petite-Nation à la suite d'une vente d'une partie de la seigneurie à un marchand de bois de Boston, nommé Robert Fletcher, originaire du Massachusetts comme Philemon Wright et les colons établis à Hull. Fletcher était accompagné de cent soixante bûcherons de la Nouvelle-Angleterre; c'est donc dire qu'il envisageait de conduire une grosse entreprise. Mais cette tentative fut un échec et Papineau récupéra le territoire vendu. Après cet échec, plusieurs New Englanders quittèrent la région, mais plusieurs restèrent sur place, assez pour modifier complètement le profil ethnique de la seigneurie, peuplée jusqu'alors de canadiens-français.

Joseph Papineau est bien servi par les circonstances : grâce aux initiatives et au legs de Fletcher, **prennent forme entre 1805 et 1810, les assises démographiques, économiques et sociales de la Petite-Nation essentielles au développement futur de la seigneurie.** Le rôle du seigneur est central.

En 1810,

Joseph Papineau, élu député de Montréal, retourne au parlement de Québec, quittant ainsi la Petite-Nation et négligeant la seigneurie. Sa santé ne lui permettra pas de reprendre sa direction de seigneur.

Entre 1810 et 1817,

Joseph Papineau a concédé 41 terres en bordure de la rivière des Outaouais. Communauté en grande partie anglophone en 1809, elle ne le demeurera pas longtemps; la population canadienne-française ne tarde pas à redevenir supérieure en nombre quelques années plus tard. En 1809, on compte 19 Canadiens-français et 169 anglophones. En 1818, il y a 200 Canadiens-français et une centaine d'anglophones. Bien qu'il diminue en pourcentage, le groupe anglophone conservera une importance significative au plan économique et social dans le développement de la seigneurie. Dès 1818, 67 % de la population de la seigneurie est catholique.

La période de Louis-Joseph Papineau et de son frère Denis-Benjamin (1817-1830)

Joseph Papineau vend la seigneurie à son fils aîné, Louis-Joseph (1786-1871) pour 500 livres (environ 2000 \$.) Comme le fils est aussi engagé en politique, c'est son autre fils, Denis-Benjamin (1789-1854) qui gèrera la seigneurie pour le compte de Louis-Joseph jusqu'à sa mort en 1854.

En 1818

La population de la seigneurie est évaluée à trois cents âmes, dont deux cents de religion catholique. La seigneurie se trouve dans un état stagnant. On y arrive que par voie d'eau. Il y a ait bien un semblant de moulin seigneurial, mais on n'en faisait plus usage. (HM, p. 76).

Après 1817, Louis-Joseph développe une autre route naturelle sud-nord longeant la vallée de la rivière Petite-Nation. Il apparaît donc normal qu'à la longue, le peuplement se soit fait dans la moitié ouest de la seigneurie. La partie est, à cause de son relief montagneux, est difficilement accessible; elle sera arpentée beaucoup plus tard, en 1845. Après 1817 et 1831, l'agent seigneurial, Denis-Benjamin Papineau ajoute de nouvelles concessions de terres : un ajout à la *côte du Front* vers l'ouest, la *côte Saint-François*, la *côte Saint-Charles*, la *côte de la Baie-Noire*, les basses terres de la *côte Saint-Amédée*. Ce sont les bonnes terres de la vallée de l'Outaouais.

En 1822

C'est la construction d'un deuxième moulin, plus central. Il était situé dans le futur village de Papineauville. Théo Bonhomme en fit plus tard l'acquisition et le transforma. Il fut démoli dans les années 1970.

Vers 1830

La population atteint alors 850 personnes dont les deux tiers sont francophones. C'est la phase de la formation des structures. L'économie forestière a un impact sur la composition de la population masculine. Beaucoup de célibataires quittent les vieilles paroisses agricoles. Dès le début, les hommes sont en supériorité numérique. Le contexte socio-économique explique cette disparité. Un endroit de colonisation éloigné, en région forestière où l'homme passe une partie de l'année hors du foyer, attire peu les familles, et conséquemment peu de

femmes. L'absence de routes vers l'Outaouais contribue aussi à retarder l'arrivée de familles entières. Ce sera le même phénomène à Hull et dans les autres secteurs de l'Outaouais. En 1828, au moment de l'arrivée du premier prêtre résident, Bonsecours compte une centaine de familles pour 394 âmes. (cité dans **HM**, p. 128 et 131; en 1831, on en est à 120 familles, dont 120 communiant [archives paroissiales de Montebello]).

Deuxième phase de la colonisation [1830-1840]

En 1831

Le mouvement d'occupation des terres sur le plateau laurentien est amorcé; c'est la deuxième phase du mouvement des concessions. Les bonnes terres du plateau laurentien et de la vallée de la Petite-Nation sont déjà concédées; le peuplement de cette décennie va donc se faire sur de moins bonnes terres. L'agent seigneurial va concéder en moyenne onze lots par année durant cette période. Les terres se distribuent dans la *côte Saint-Amédée*, dans la nouvelle *côte Saint-Victor* située derrière la *côte du Front* et arpentée en 1830. Mais l'ampleur du mouvement se dessine particulièrement dans la vallée de la rivière Petite-Nation sur les *côtes des Cascades* et *Saint-Joseph* arpentées respectivement en 1832 et en 1834 par l'arpenteur André Trudeau qui avait entrepris l'exploration de cette partie de la seigneurie en 1830.

L'ouverture de la côte Saint-Joseph où les sols sont excellents sur la presque totalité de l'espace, amène maintenant de nouvelles concessions de lots au-delà de la rivière Petite-Nation et c'est le nord-est de la Seigneurie qui commence à se développer. C'est surtout à compter de 1830 que la population s'accroît vraiment avec l'ouverture de ces quatre nouvelles côtes. L'agent va concéder plus de 80 terres. En 1830, on compte dans la seigneurie une population totale d'environ 700 personnes, autour de 500 catholiques de langue française. Dix ans plus tard, la population a doublé : la population canadienne-française se rapproche du chiffre 1000 tandis que la population globale se situe autour de 1200 personnes. Mais la formidable croissance démographique va se faire à compter de 1840 comme on le verra plus loin. La superficie moyenne des lots concédés durant cette période se maintient à 118 arpents.

Une courte période [1832-1836] est marquée par l'arrivée d'un certain nombre d'immigrants irlandais catholiques; mais la Petite-Nation en reçoit moins que d'autres localités; une dizaine de lots dans les nouvelles côtes sont attribués à des colons qui portent un nom anglais.

Pour illustrer ce propos

Sur la population [SPN pages 30,31,32,34]

1)- *Tableau no 1 : État de la population de la seigneurie à différentes dates, suivant les groupes ethniques.* p. 30

2)- *Tableau no 2 : État de la population de la seigneurie à différentes dates, suivant la religion.* p. 35

3)- *Graphique no 1 : Croissance de la population (1809-1851.)* p. 31

4)- *Graphique no 2 : Croissance de la population catholique (1809-1851).* p. 32

Sur la provenance de la population (SPN pages 42-43- 44)

- 5)- *Tableau no 8 : Lieux d'origine des conjoints nés hors la Petite-Nation (1815-1854.)* p. 42
- 6)- *Tableau no 9 : Paroisses d'origine (dans le Bas-Canada) des colons de la Petite-Nation (1815-1854.)* p. 43-44
- 7)- *Carte no 5 : Origines de colons de la Petite-Nations.* p. 46
Sur la répartition des colons dans la seigneurie
- 8)-*Carte no 3 : d'abord sur le front de la seigneurie. (SPN p. 33)*
Sur le développement de la seigneurie
- 1.1.1.1.19)- Carte VII, SPN page 69
- 10).- répartition de la population active par profession et par groupe ethnique en 1851. SPN *Tableau XXIX p.120*
- 11))- répartition des chefs de ménage par profession et par groupe ethnique en 1851. SPN *Tableau XXVII, p. 122*

Troisième phase : de 1840 à 1854, année de l'abolition des Seigneuries : Puisque ce développement intervient après 1847, nous en verrons les conséquences dans cette section de l'historique.

4. PRÉSENCE DE L'ÉGLISE : LA PÉRIODE MISSIONNAIRE (1815-1840)

La seigneurie de la Petite-Nation devient un endroit stratégique et une tête de pont pour des missions sur l'Outaouais. Un projet en trois phases :

- le premier missionnaire, l'Abbé Joseph Roupe (1815-1828)
- la période des missionnaires résidants à Bonsecours (1829-1838)
- la période des «Missionnaires ambulants » (1838-1844)

4.1 Préliminaires :

Quelques détails sur l'évolution des diocèses de l'Église canadienne,

Les évêques de Québec, bien qu'anxieux de diviser leur immense diocèse, en étaient toujours empêchés par le gouvernement de Londres. Cependant, Mgr Plessis, évêque de Québec de 1800 à 1825, après trente années de négociations, finit par obtenir, en 1818, la création de deux Vicariats apostoliques pour les Maritimes. En 1819, c'est la nomination d'un Vicaire général pour le Haut-Canada avec le caractère épiscopal, Mgr Alexander Macdonald. C'est aussi la nomination de Mgr Jean-Jacques Lartigue, comme suffragant de l'évêque de Québec pour le district de Montréal, lequel renfermait la partie nord de la vallée de l'Outaouais.

Ainsi avec ce plan d'organisation, la partie sud de la rivière des Outaouais qui allait devenir le diocèse d'Ottawa, se trouvait sous la juridiction de Mgr Macdonald, et la partie sise au Québec passait sous la responsabilité de Mgr Lartigue. C'est en 1826 que le Haut-Canada fut érigé en diocèse, avec Kingston pour siège et Mgr Macdonald pour évêque. Dix ans plus tard, le 13 mai

1836, Montréal devint évêché; Mgr Lartigue en fut le premier évêque. Un an plus tard, son secrétaire, Ignace Bourget, était nommé son coadjuteur; à son décès le 14 avril 1840, Mgr Bourget lui succédait comme deuxième évêque de Montréal; il le demeura pendant 36 ans.

C'est donc dire que l'Outaouais québécois, au cours de son histoire, releva de trois juridictions ecclésiastiques différentes : du diocèse de Québec jusqu'au 13 mai 1836, puis du diocèse de Montréal jusqu'au 25 juin 1847, enfin de l'archidiocèse d'Ottawa jusqu'au 27 avril 1963, date de fondation du nouveau diocèse de Hull.

Le peuplement de la région de l'Outaouais ne commencera vraiment que vers les années 1840 selon le témoignage de Mgr Bourget. Quand le ministre Daly lui demande de lui indiquer le nombre de catholiques se son diocèse, celui-ci trouve la situation extrêmement difficile : « *Parce qu'il nous arrive chaque année un grand nombre d'Irlandais qui après avoir demeuré ici quelque temps s'en vont aux États-Unis. Et aussi parce que beaucoup de Canadiens vont et viennent et sont tantôt en deçà tantôt au-delà du tracé provincial* ». (Mgr Bourget à Daly, le 19 décembre 1842)

Le rôle des Papineau dans la mise en place des institutions ecclésiales de la seigneurie.

Tout le système de colonisation, à cette époque, reposait sur deux hommes, le prêtre et le seigneur qui, marchand côte à côte, se prêtaient généralement un mutuel soutien. Le censitaire, qui était en même temps le paroissien, avait deux points de ralliement: l'église et le manoir, dont les intérêts étaient souvent identiques; aussi voit-on que les limites de la seigneurie devenaient presque toujours celles de la paroisse.

M. Joseph Papineau, le nouveau seigneur, désirait évidemment coloniser son vaste domaine pour en obtenir le plus de bénéfices possible; c'est à cette intention, comme on l'a déjà vu, qu'en 1810, il s'y établit avec son fils Denis-Benjamin sur une petite île que les Amérindiens appelaient « Arousen » (écureuil) (et qu'on voit parfois appelée « l'île à Roussin »). Les dix-sept colons qui le suivirent s'établirent sur la terre ferme. C'est alors qu'il se forma, aux alentours du manoir seigneurial, un groupe de familles canadiennes françaises, probablement les premières établies sur la rive nord de l'Outaouais. (HM, p. 105-106).

On peut penser que Joseph Papineau ou son épouse, Rosalie Cherrier, avait demandé un desservant pour cette nouvelle colonie. Le territoire de la Seigneurie faisait alors partie du diocèse de Québec. En 1814, le curé de Sainte-Geneviève du district de Montréal, M. Dumouchel, vint y célébrer une messe. (Roupe, rapport de 1826 cité dans HM, p. 125) Mgr Plessis, évêque de Québec demande alors aux Sulpiciens de visiter et de desservir la population qui avait commencé à se développer le long de la rivière des Outaouais.

4.2 Le premier missionnaire, M. Joseph Roupe (1815-1828)

M. Joseph Roupe (1782-1854), prêtre de Saint-Sulpice, déjà desservant de la mission indienne du lac des Deux-Montagnes (Oka-Kanesatake), fut chargé de cette mission le 14 août 1815. Il effectue sa première visite à l'automne 1815 et y dénombre une population de 70 catholiques sur une population totale de 75 personnes.

La famille Papineau collabore à l'implantation de la mission

Ils en prennent la direction, eux qui étaient déistes. De 1815 à 1818, ils laissent au missionnaire et aux fidèles l'usage de l'une des dépendances de leur manoir pour les exercices du culte, sur l'île Arowsen. C'est là qu'on apportait les enfants au baptême, que les fiancés venaient faire bénir leur union. Mais les enterrements se faisaient sur la rive nord de la rivière, à l'endroit appelé « Cap Bonsecours », là où se voit aujourd'hui le manoir de Montebello. (HM, p. 108).

*« Ce dernier poste qui est la Seigneurie de M. Papineau a toujours été le centre de toute la mission, et c'est là que les missionnaires séjournent le plus longtemps. Tant que la famille Papineau y a demeuré, leurs maisons servirent de chapelle et de résidence au missionnaire, et même, depuis leur départ, en 1819 (*NOTE) au mois de février, ils ont toujours, quoique souvent absents, fourni à son entretien, pendant le temps de la mission, jusqu'en 1822, et c'est encore cette famille qui a défrayé presque tous les frais de la chapelle et du presbytère construits, en été de 1820 et 1821. »* (Roupe, rapport de 1826, (HM p.126)

*Note. En 1819, l'administrateur de la seigneurie, Denis-Benjamin Papineau, quitte le premier manoir de l'île Arousen pour une résidence qu'il s'est fait construire tout à fait à l'ouest de la seigneurie, à l'entrée des presqu'îles de Plaisance.

Ainsi les colons étaient en contact avec le prêtre et le seigneur. Les registres de la paroisse fournissent un témoignage irrécusable des relations d'amitié qu'ils entretenaient avec ce dernier dont le nom apparaît continuellement soit comme parrain de leurs enfants, soit comme témoin dans les mariages et les sépultures.

Parmi les moyens envisagés pour attirer les colons vers la Petite-Nation, les Papineau entreprennent la construction d'une chapelle et se chargent de l'entretien du missionnaire. Cette initiative se révèle profitable pour l'établissement, si l'on se fie aux propos du seigneur : *« Depuis la Mission, il s'y est bâti une douzaine de maisons, différentes personnes sont venues visiter l'endroit y paraissent décidées à y venir acheter »*... (SPN, p. 63)

En novembre 1818, M. Denis-Benjamin Papineau, fit don d'un terrain de deux cents arpents sur six, destiné à la construction d'une église, d'une école et d'un presbytère, et à l'usage du curé. (AI. p. 142). Plus tard, quand il sera question d'établir une mission, d'ériger une paroisse avec un curé résident et de permettre la construction d'une église, c'est le seigneur qui

interviendra à la demande des censitaires. Mais les rapports entre les missionnaires – du moins certains d’entre eux - et le seigneur ne seront pas toujours au beau fixe. Signalons que le 1^{er} février 1820, Mgr Jean-Jacques Lartigue était nommé auxiliaire de l’évêque de Québec pour la région de Montréal et le demeurera jusqu’en 1840; or, il était le neveu de Joseph Papineau et donc le cousin germain de Louis-Joseph et de Denis-Benjamin, ce qui ne facilitera pas toujours les choses, spécialement au moment des troubles politiques de 1837. Et à compter de 1850, avec le retour d’exil de Louis-Joseph Papineau, le pouvoir du curé fera face au pouvoir seigneurial.

Ministère de M. Roupe dans la seigneurie

Plein de foi, de cœur et de santé, Monsieur Roupe, jeune prêtre de 33 ans, se consacra à cette mission pendant 13 ans avec zèle, fidélité, ponctualité, héroïsme même. À cette époque, la rivière des Outaouais étant la seule voie de communication depuis le lac des Deux-Montagnes vers le nord-ouest; le missionnaire devait donc voyager en canot d’écorce pour visiter les colons disséminés le long des rives. En hiver, les communications n’étaient pas plus faciles. À travers les différents rapports qu’il envoya à son évêque, nous apprenons la nature et le contenu des activités missionnaires de M. Roupe.

« Cette mission (de la Petite-Nation) doit son origine et ses progrès jusqu’ici à la piété et à la générosité de la famille Papineau, particulièrement de Mme Papineau, mère. Dans le mois de septembre 1815 se fit la première mission de 19 jours, et, dès cette première mission, on visita les trois postes suivants : le Chenail écarté (Hawkesbury) sur le bord de la rivière des Outaouais; la Nouvelle Longueuil (L’Orignal), sur le même côté de la rivière ...; enfin la Petite-Nation, sur la rive nord, à 16 lieues au-dessus du Lac des Deux-Montagnes.

Ce dernier poste qui est la Seigneurie de M. Papineau a toujours été le centre de toute la mission, et c’est là que les missionnaires séjournent le plus longtemps. (HM, p. 125)

C’est en septembre 1815 que M. Roupe visite la seigneurie pour la première fois. Tout en faisant le décompte de la population catholique, il ouvre les registres paroissiaux et signe ainsi les actes officiels : *« moi, prêtre soussigné, missionnaire des Iroquois du Lac et des autres catholiques habitant sur la rivière des Outaouais »*. Le Père Alexis (page 140-141) trouve important de les citer car *« ils sont les trois premiers actes des registres faits dans la province d’Ottawa en entier »* (on dirait aujourd’hui la région de l’Outaouais).

« Le 17 septembre, 1815, par moi, prêtre soussigné, missionnaire des Iroquois du Lac et des autres catholiques habitant sur la rivière des Outaouais, a été baptisé Benjamin, ondoyé à la maison, né depuis quatre mois et demi, du mariage légitime de Joseph Saint-Denis dit Birabin, et de Marie Kadler, les père et mère, du Chenail écarté (aujourd’hui Hawkesbury), sur ladite rivière des Outaouais. Le parrain a été Antoine Laplante dit Champagne, et la marraine, Marie Édouard, qui tous les deux, ainsi que le père et la mère présents, ne savent pas signer. »

Signé : J. Roupe. *Ptre-miss.*

« Le 25 septembre 1815, je prêtre soussigné, missionnaire des Iroquois du Lac et des autres catholiques habitant sur la rivière des Outaouais, ai béni la fosse où, en présence de Joseph Arcand et de François Termosse, avait été inhumé Michel Carpentier, décédé du 26 avril dernier, âgé de 81 ans, en présence d'Étienne Denys et de Toussaint Victor Papineau (**Note*) qui, seul, de tous les témoins susdits, a signé avec nous ».

T.V. Papineau

J. Roupe, *Ptre-miss.*

(**Note*). Toussaint Victor est le frère de Louis-Joseph et de Denis-Benjamin. Né en 1798, il est devenu prêtre pour le diocèse de Québec, secteur Montréal. Il fit de fréquents séjours à la Petite-Nation. En 1815, il est donc âgé de 18 ans et devait être étudiant. Il est mort en 1869.

« L'an 1816, après publication d'un seul ban de mariage, ayant dispensé les parties des deux autres, entre J. B. Bousquet, fils majeur de Christophe Bousquet et de Françoise Lafleur, ses père et mère, de la paroisse de Varennes, d'une part; et Marie Cown, veuve de J. Collerette dit Bourguignon, domicilié en cette mission, d'autre part; ne s'étant trouvé aucun empêchement au dit mariage, j'ai, prêtre soussigné, missionnaire, reçu le mutuel consentement des parties et leur ai donné la bénédiction nuptiale, selon la forme prescrite par notre mère la Sainte Église catholique et romaine, et en présence de Étienne Matthieu, Louis Renaud dit Dumoulin, J. B. « Tétro » (*sic*) dit Ducharme et François Tessier qui, qui tous, ainsi que les époux, ont déclaré ne savoir signer ».

J. Roupe, *Ptre-miss.*

Ces actes donnent lieu à deux observations : la première, c'est qu'il y avait déjà à cette époque quelques Canadiens au Chenail (Hawkesbury), et la seconde nous apporte une confirmation de l'analphabétisme général des premiers colons de la seigneurie.

Après 1815, M. Roupe s'établit un programme de visite pour ses missions; il séjournait à la seigneurie deux fois par année, en janvier et en juillet; il y passait chaque fois trois semaines. Il y retournait aussi occasionnellement pour les malades. (cf. son rapport de 1826). Il employait ses journées entières à catéchiser et à instruire les fidèles. Dans une lettre à son supérieur datée du 18 juin 1816, M. Roupe se plaint de ne pouvoir faire plus encore pour le bien des âmes qui lui sont confiées et d'être obligé d'avoir recours à des laïcs (les temps ont bien changé!) pour l'enseignement du catéchisme aux fidèles qui y assistent avec empressement malgré les difficultés à surmonter. Les grandes personnes, ajoute-t-il, répondent aux questions posées comme si elles étaient de petits enfants.

Les trois premières années, les actes furent inscrits sur des feuilles volantes; elles contiennent les actes suivants :

1815 : 10 baptêmes, 1 sépulture, aucun mariage

1816 : 33 baptêmes, 1 sépulture, 1 mariage

1817 : seulement 5 baptêmes enregistrés.

En 1818, les habitants de la seigneurie atteignent le nombre de 210; ils songent alors à construire une chapelle et à former une paroisse religieuse; mais cela supposait une contribution personnelle de chaque colon déjà très pauvre. On décide alors du choix d'un terrain pour la future chapelle; on procéda ensuite à l'élection de trois syndics pour s'occuper d'une

souscription volontaire en corvées, car de l'argent il n'y en avait pas, et des travaux de construction de la future église.

Fondation de la mission.

En 1820, Mgr Plessis et son suffragant, Mgr Lartigue délèguent Monsieur Roupe pour faire, sur le terrain concédé, le choix de l'emplacement de la future chapelle. L'année suivante les travaux sont terminés; il s'agissait d'une construction de 60 x 40 pieds dont la sacristie servait de presbytère au deuxième étage. Le 18 juillet, M. Roupe y célèbre la première messe et le 3 septembre suivant (1821), en présence de Louis-Joseph Papineau, orateur de la Chambre et seigneur du lieu, d'un grand nombre de fidèles venus de tous les coins de la seigneurie et des places avoisinantes, on procéda à la bénédiction solennelle du nouveau lieu de culte et d'une cloche de 180 livres. La nouvelle chapelle portait le titre de Notre-Dame- de- Bonsecours dont la fête annuelle serait la fête de la Nativité de la bienheureuse Vierge-Marie.

Le même jour, on décida dans une assemblée de paroisse *« qu'à l'avenir, tant que le missionnaire ne voudra pas, comme dans le passé, recevoir les dîmes ou autres supports, les marguilliers les recevront pour en dispenser le produit aux frais d'aller chercher, ramener, nourrir et chauffer le missionnaire »*. (HM p.116).

Les francs-tenanciers approuvèrent un plan préparé par M. Roupe pour faire de la seigneurie de la Petite-Nation une paroisse canonique, mais les deux évêques jugèrent le plan prématuré; ils préférèrent *« jusqu'à nouvel ordre »* la considérer comme mission à cause du petit nombre de tenanciers catholiques et de l'étendue de sa superficie (15 lieues). (HM p. 117).

C'est donc le 3 septembre 1821, par ordonnance de Mgr Lartigue, plus tard ratifié par l'évêque de Québec (16 novembre 1822) que date la fondation de la première mission catholique de l'Outaouais.

Visites épiscopales.

Pour le missionnaire et ses paroissiens, ce fut une grande joie lorsque Mgr Lartigue leur annonça, en décembre 1822, qu'il les visiterait en janvier suivant. En même temps, il pria Monsieur Roupe de lui tracer l'itinéraire de ce voyage. À cette époque il fallait des guides et battre les sentiers pour arriver à la Petite-Nation en hiver. Tout en témoignant sa joie de le recevoir, M. Roupe prévenait son illustre visiteur que le voyage serait pénible à faire et qu'il aurait à souffrir du manque de confort tant à la chapelle qu'au presbytère. Mgr Lartigue n'était pas homme à reculer en face du devoir; il arriva donc à la mission le 24 janvier 1823. Ce fut un événement extraordinaire. Des seigneurs de fiefs et autres de moindre importance on en connaissait beaucoup, mais des Monseigneurs... c'était tout le contraire. (HM, p. 119).

Mgr Lartigue passa trois jours dans la Petite-Nation, se prêtant facilement aux naïves manifestations de foi, félicitant ses ouailles de leurs généreux efforts pour s'emparer du sol. Au cours de cette visite, 37 enfants et adultes furent confirmés.

Les catholiques de la Petite-Nation eurent une deuxième fois l'honneur d'une visite de Mgr Lartigue pendant qu'ils étaient desservis par voie de mission, en janvier 1828. Cette fois, l'aller et le retour du voyage pouvaient se faire en cinq jours, par voie de terre, du côté nord de l'Outaouais. L'évêque passa quatre jours dans la Petite-Nation et confirma 72 enfants et adultes.

Fidélité de Monsieur Roupe.

De 1823 à 1828, on peut seulement signaler la fidélité et la ponctualité de M. Roupe, secondé par la famille Papineau, à donner ses deux missions annuelles. Le 12 août 1828, il signait son dernier acte dans le registre de la mission avant de retourner à la desserte des Sulpiciens du Lac des Deux-Montagnes. À la demande de Mgr Panet, évêque de Québec, il fit un rapport sur les missions de la vallée de l'Outaouais, une pièce majeure qui décrit l'état de ces missions que Monsieur Roupe avait visitées avant juin 1826. En ce qui concerne la mission de Bonsecours, on y apprend que « *de tous les différents postes, la Petite-Nation est celui qui a jusqu'ici donné le plus d'édification, et qui a le mieux répondu aux soins du missionnaire. Les gens y sont généralement plus instruits qu'ailleurs, plus assidus aux exercices. On y fréquente plus les sacrements, plusieurs hérétiques même y ont abjuré leurs erreurs.*

La Petite-Nation qui ne comptait, en 1815, que soixante-quinze personnes aura bientôt soixante-quinze familles ». (HM. p.125-128)

Les activités missionnaires de M. Roupe dans la vallée de l'Outaouais

Dans ce même rapport sur les missions de la vallée de l'Outaouais, M. Roupe décrit abondamment toutes ses activités missionnaires et l'état des différentes communautés en développement. On y apprend :

- «*que la seigneurie de la Nouvelle-Longueuil, (*Note : il s'agit de L'Original) dans le Haut-Canada, appelée aussi la seigneurie de Tredewell est, après la Petite-Nation, le second poste pour l'importance. Le missionnaire y donne en montant et en descendant plusieurs jours de mission...Quant au Chenail écarté (Hawkesbury), aucun catholique n'y réside, mais on n'y est qu'en passant. Il y a là plusieurs américains protestants, mais à qui la religion catholique ne répugne pas. Ils font parfois baptiser leurs enfants par le missionnaire* ».

- qu'en 1819, il donna pour la première fois les services de la religion sur la rivière, partie sud de la Petite-Nation appelée aussi *rivière Chester* (Plantagenet). En cette même année, il donna pour la dernière fois la mission au *Chenail écarté*, mais qu'il en établit une à la *Pointe-Fortune*.

- concernant la mission de la Petite-Nation, Monsieur Roupe ajoute : « *Je vais deux fois l'an dans cette mission de la vallée des Outaouais, en janvier et en juillet. Cette mission dure trois semaines en hiver et quatre semaines en été. Alors que je vais au-delà des Chaudières, et jusqu'au Fort-Coulonge, il ne faut rien moins que six semaines. Hors de ces deux temps, j'y vais encore extraordinairement, pour les malades.* ».

- qu'en 1816, le missionnaire alla jusqu'aux Chaudières (Hull). *Il y a là une espèce de village dirigé par un nommé Wright, et la religion catholique n'y a pas accès.*

- que sur la route de la Chaudière, en deçà de quatre lieues au-dessus de l'extrémité de la Petite-Nation (*Note : une vingtaine de kilomètres à l'est du village de Plaisance actuel), *sont des Canadiens établis sur les deux rives de l'Outaouais. La rive nord, en ces lieux est le Township de Bucckanam, (sic) et sur la rive sud, le Township de Cumberland.*

- qu'en juillet 1818, le missionnaire se rendit porter les secours de la religion aux catholiques et aux sauvages, dans la région de *Fort-Coulonge* et qu'il planta des croix pour la première fois à la *Nouvelle-Longueuil*, à la *Petite-Nation* et à *Bucckanam* car « *en parcourant depuis plusieurs années les deux bords de la rivière des Outaouais, j'étais toujours affligé de ne voir, dans une si grande étendue, aucun vestige de religion* ». Ces croix marquèrent des emplacements pour de futures chapelles.

(Ce rapport in extenso dans **HM**, pages 125-128).

En écrivant ce rapport, le 3 juin 1828, Monsieur Roupe demandait son changement; il demeura en poste pendant deux autres années tout en continuant ses visites habituelles. C'est lui qui célébra la première messe sur le chemin d'Aylmer en 1826, dans une maison privée « en maçonnerie » appartenant à Joseph Belle à l'intersection des chemins d'Aylmer et de Fraser. Cette maison servit à des rencontres communautaires et comme lieu de culte, selon la disponibilité des missionnaires, et ce, jusqu'en 1840. (**FDSH**, p. 6-7)

4.2 Période des missionnaires résidants à Bonsecours (1829-1838) : leur rôle à Bonsecours et dans les autres missions

Après le départ de M. Roupe, jusqu'en 1840, la seigneurie accueillera deux types de missionnaires : les missionnaires résidents (1829-1838) et les missionnaires ambulants de 1836 à 1844.

À compter de 1829, le presbytère de Notre-Dame- de- Bonsecours dans la Petite-Nation (le deuxième étage de la sacristie) devient la résidence principale des missionnaires de la vallée de l'Outaouais. Les gens de la Seigneurie vont leur attribuer le titre de "curés".

Il est vrai que les habitants et que les responsables de la Seigneurie faisaient pression pour avoir un prêtre résident car, selon eux, « *c'était le moyen le plus efficace d'accentuer le double progrès spirituel et matériel de leur mission de Bonsecours* » (*HM p. 131-132*). De plus, ils s'étaient concertés avec les catholiques des cantons de Grenville et de Chatham pour le soutien d'un prêtre résident et pour l'entretien de la mission; avec les 394 âmes de la seigneurie et les 200 du canton de Chatham, cette nouvelle mission formerait une population totale de 600 âmes. En août 1828, M. Denis-Benjamin Papineau annonçait à Mgr Lartigue la tenue de deux souscriptions des paroissiens, une pour la construction d'une salle publique, d'une écurie, d'un four, l'autre pour le soutien d'un curé.

Mgr Panet, évêque de Québec, voulut bien se rendre au désir des requérants; il pressa les habitants de la Petite-Nation de lui présenter une requête en vue de la reconnaissance canonique de leur seigneurie en paroisse. Il y avait alors un projet de loi devant la Législature pour reconnaître comme civilement érigées toutes les paroisses déjà canoniquement fondées; l'évêque voulait inclure la paroisse de la seigneurie dans la liste des autres paroisses. Mais, pour des raisons inconnues, les deux reconnaissances canonique et civile ne se firent qu'en 1831 et 1883. Toutefois l'évêque accordait en permanence un prêtre assigné aux missions de l'Outaouais avec résidence à Bonsecours. M. Hugh Pailey signa son premier acte dans les registres de Notre-Dame- de- Bonsecours le 12 octobre 1828.

Commence alors une période de trente ans marquée par l'accroissement de la population dans la vallée de l'Outaouais, mais aussi par une certaine instabilité pastorale due à la grande pauvreté d'une population incapable de pourvoir à la subsistance d'un prêtre. Treize prêtres vont se succéder durant cette période; ils se plaindront de la mauvaise qualité de leurs conditions de vie, du « mauvais esprit » de la population qu'ils attribueront à l'influence néfaste de M. Papineau. Tantôt paroisse avec un prêtre résident, tantôt mission desservie par un prêtre d'ailleurs, ce n'est qu'en 1858 que la paroisse accueillera son premier « vrai curé » qui y demeurera 29 ans, le Père Médard Bourassa. O.m.i. frère de Napoléon Bourassa, ce qui nous permettra d'expliquer les liens qui uniront les familles Papineau et Bourassa.

La majorité des prêtres qui viendront résider à Bonsecours seront des missionnaires; dans les rapports qu'ils envoient périodiquement à leur évêque, ils nous feront découvrir le développement des autres régions de l'Outaouais et les réponses pastorales qu'ils y apportent.

Les deux premiers "curés" furent d'origine anglaise, M. Hugh Paisley (1828-1831) et M. William Power (1831-1833), mais ils étaient certainement bilingues. Ce n'est pas que l'élément anglais prédominait dans la seigneurie; d'après l'Abbé Chamberland (HM, p. 133) "*c'est qu'on voulait donner pleine satisfaction aux familles anglaises qui habitaient la rive sud de l'Ottawa*".

L'abbé Hugh Paisley (1828-1831)

Le 12 octobre 1828, M. Paisley devient donc le premier missionnaire résidant à la Petite-Nation. Il donnait des missions dans toute la vallée de l'Outaouais. Peu après son arrivée, il écrivait à Mgr Lartigue : "*Ah! Quel pays! Votre Grandeur a bien fait d'avoir envoyé un prêtre qui ne l'avait jamais vu. Mais enfin, j'y suis, il en faut un et il en faudrait plusieurs; depuis Bytown jusqu'à Rigaud, il n'y a point de prêtre*". (Lettre du 14 octobre 1828, HM, p. 134). Quelques mois plus tard (8 janvier 1829) il souhaitait à Mgr Lartigue « *les moyens de bien s'enquérir de l'état miséreux et misérable des habitants et du curé de la Petite-Nation* ».

Durant ses trois années comme curé de Bonsecours, en plus de ses autres missions, M. Paisley s'acquittera toujours de son ministère avec sagesse, piété et dévouement. On lui doit entre autres l'aboutissement de ses démarches pour la reconnaissance canonique de la paroisse et la constitution d'un fonds, à même les revenus de la paroisse, pour la construction et le fonctionnement d'une école dans la paroisse, sans préciser cependant l'endroit où l'on construirait cette école; ce qui posera problème plus tard.

Pour parvenir à la reconnaissance canonique de la paroisse de la Petite-Nation, il fallut surmonter les obstacles causés par une forte opposition venant surtout des tenanciers qui habitaient les parties nord et ouest de la Seigneurie, à plus de six milles de la chapelle. Ces gens-là espéraient de nouvelles divisions paroissiales; il y eut de fortes protestations auprès des autorités religieuses, ce qui retarda d'autant les choses. M. Paisley réussit à convaincre une majorité de la population; il obtint la signature de 96 tenanciers sur les 120 qui habitaient la seigneurie.

Cette requête constitue un document important à cause des renseignements précieux qu'elle renferme : les limites de la paroisse Notre-Dame- de- Bonsecours, le nombre des familles catholiques (120) et celui des communiantes (450), les noms de presque tous les chefs de famille, le nombre approximatif des terres établies (une centaine), le mode de desserte religieuse. (HM, p. 138)

La première paroisse de l'Outaouais

Le 26 septembre 1831, Mgr Panet émettait le décret canonique faisant de la seigneurie une paroisse canonique sous le vocable de Notre-Dame-de-Bonsecours. Le décret comportait cette mention : « jusqu'à ce que le défrichement des terres et l'augmentation de la population permettent d'ériger une ou plusieurs paroisses, laquelle Seigneurie comprend une étendue de territoire d'environ 15 milles de front sur 15 milles de profondeur » (Archives du diocèse de Gatineau : ADG). La première paroisse catholique de tout l'Outaouais venait d'être fondée.

Les activités missionnaires de M. Paisley

Peu après son arrivée dans la Petite-Nation, M. Paisley accepte de Mgr MacDonald, évêque du Haut-Canada (Kingston), la desserte de plusieurs cantons sur la rive sud de la rivière des Outaouais. Trois mois plus tard, il annonce à Mgr Lartigue qu'il a déjà visité plusieurs fois les cantons de Grenville et de Chatham où, disait-il, *« les catholiques ne remplissent point leurs promesses touchant le soutien du curé et l'entretien de la mission de la Petite-Nation »*. Par ailleurs il se sent disposé à construire sans délai une chapelle à la Nouvelle-Longueuil (l'Orignal) afin de mieux desservir les fidèles de cette partie du Haut-Canada.

Dans une autre lettre à Mgr Lartigue (26 mai 1829) M. Paisley annonce qu'il arrive de Bytown, où il a fait beaucoup de ministère. Il a constaté que le prêtre missionnaire irlandais préposé à cette desserte lui semble en être indigne. **C'est lors de cette visite qu'il inscrit au registre de Bytown, le 21 mai 1829, le premier baptême connu.**

Durant cette même période, le missionnaire réussit à obtenir un terrain pour construire la première chapelle de Grenville qui sera inaugurée l'année suivante.

Après deux ans de ministère très pénible, il demanda son changement : *« Je suis las, écrivait-il à son évêque, de courir les bois et de gratter parmi les souches pour trouver ma subsistance »*. Mais il se ravisa; à la suite d'une visite dans la région de la Lièvre à l'hiver 1830, il demanda de continuer son ministère une autre année; c'est qu'il avait constaté dans cette région un nombre considérable de catholiques *« fous de joie à la vue du prêtre »*. Il revint dans le canton de Buckingham et promit de faire donner aux fidèles catholiques une mission régulière, que lui-même les desservira s'il le faut, avec l'assentiment de son évêque. De retour à son presbytère de la Petite-Nation, il écrit à Mgr Lartigue pour lui exposer tout ce qui nécessite une mission sur la Lièvre, et s'offre à la desservir pourvu qu'on le décharge des missions de Grenville et Chatham. (9 juillet 1831). Devant le manque de collaboration de ses paroissiens de Grenville et de Chatham, il perdit tout intérêt, donnant comme prétexte que ces deux missions devaient être sous la garde des prêtres de Rigaud et d'Argenteuil parce que les communications en étaient plus faciles.

Mgr Panet, avisé de ces difficultés, crut à propos de rappeler l'Abbé Pailey pour l'envoyer à la mission de Drummondville à la place de M. William Power; il y avait échange de poste entre ces deux prêtres. Mais ce changement ne plaisait ni au curé ni aux paroissiens de Bonsecours; leur pétition signée en bloc pour approuver leur curé ne changea pas la décision de l'évêque qui s'en expliqua par lettre à son cousin, Denis-Benjamin Papineau. Quant à l'Abbé Paisley, il fut consolé par une lettre de son évêque, Mgr Panet de Québec; il n'hésita plus et partit pour sa nouvelle mission. Il mourut en soignant les pestiférés irlandais à Gross-Île en 1847.

L'Abbé William Power (1831-1833) (HM, p. 149 et suiv.)

Le 22 septembre 1831, M. William Power reçoit sa nomination « pour la desserte de Notre-Dame de Bonsecours ainsi que des établissements qui l'avoisinent ». Il recevait aussi de fait la desserte des cantons de Chatham et de Grenville ayant plus de 100 familles catholiques et une cinquantaine d'ouvriers de passage qui travaillaient à l'entretien du canal de Grenville commencé en 1819. La seigneurie comptait alors 80 familles catholiques et 60 familles protestantes.

Il y avait toujours des distances, bien que depuis 1818, il exista un chemin de voitures sur la route nord de l'Outaouais, à partir du Long-Sault jusqu'à Hull, faisant suite à celui de Montréal au Long-Sault fait en 1800; mais ce chemin, dans la seigneurie de la Petite-Nation, était au tiers ponté et les habitants, pour la plupart, en étaient bien éloignés.

M. Power arrivait au milieu d'une population toute chagrine du départ du prêtre précédent, M. Paisley. La lettre de Mgr Lartigue n'avait pas calmé les esprits. Le nouveau curé éprouva des difficultés d'adaptation. Sa santé précaire et son bref séjour à la Petite-Nation ne lui en donnèrent ni la force ni le temps. Il trouva pénible la desserte de la mission de Grenville surtout en hiver dans une chapelle non chauffée, avec des fenêtres sans vitres, un toit mal ajusté et une assistance d'une quinzaine de personnes. La pacification des paroissiens de la seigneurie lui fut pénible malgré toute sa bonne volonté, son savoir et sa sagesse. Il refusa l'offre de l'évêque de Kingston de desservir la mission de Plantagenet. Il n'y a pas d'évidence qu'il a visité les missions en amont de la rivière des Outaouais.

Dans les documents paroissiaux, il n'apparaît pas que le curé Power s'est signalé par des œuvres bien marquantes : la chapelle venait d'être construite avec sa petite sacristie-presbytère, la salle publique était convenable, le cimetière était bien clôturé; tout le nécessaire y était... bien que marqué par la pauvreté. Mais, dans la paroisse, deux points litigieux venaient miner la santé du curé: un problème d'intempérance et un problème scolaire.

Les gens de Bonsecours ne trouvaient pas d'argent pour le soutien de leur curé, mais ils en découvraient pour le soutien de plusieurs cabaretiers; il y avait des désordres, on enfreignait la loi; mais qui était responsable du bon ordre ?

Un autre litige concernait les écoles. En 1829, sans en parler à l'évêque, le curé Paisley et M. Papineau avaient engagé la Fabrique à verser une partie de ses revenus pour la construction et

aussi pour le service annuel d'une école placée sur le terrain de la Fabrique. À cette époque, les intentions du gouvernement n'étaient pas bien claires et l'évêque pouvait craindre une tentative d'anglicisation. Sur l'ordre de l'évêque, M. Power dû faire amender la résolution de 1829 au grand mécontentement de certains notables du lieu.

M. Power se créa encore des ennuis en refusant de visiter annuellement, tel que l'avait fait son prédécesseur, l'école de la partie ouest de la Seigneurie dirigée et fréquentée par des protestants, M. Denis-Benjamin Papineau y envoyait ses enfants. M. Papineau s'insulta de cette manière de faire de l'évêque et du curé. Malgré son engagement, il cessa de voir à la collection de la dîme pour le prêtre, ce qui pouvait faire l'affaire de plusieurs paroissiens. Enfin, il causait bien des ennuis au curé Power qui s'en plaignit à l'évêque, Mgr Lartigue.

Tel était l'état d'esprit paroissial à la Petite-Nation lorsque Mgr Lartigue y arriva pour sa troisième visite pastorale, fin janvier 1833. L'assistance aux cérémonies fut nombreuse, les protestants y vinrent en grand nombre. Dans ses communications orales avec les paroissiens, Mgr ne parla pas des écoles; il recommanda la charité fraternelle sans laquelle règne l'anarchie; il parla aussi du respect que les paroissiens devaient avoir envers la personne du prêtre, à la fois homme de Dieu et homme du monde.

Dans le rapport écrit de sa visite, l'évêque se montra beaucoup plus explicite : il désapprouva tous les procédés scolaires dans la paroisse, jusqu'à ce jour, ceux de M. Power exceptés; il désapprouva aussi l'investissement dans la salle des habitants avec l'argent de la Fabrique sans sa permission; tous les argents prévus à ces effets et non encore dépensés devaient revenir à la Fabrique, laquelle remettra à M. Papineau la part qu'il y avait investie de bonne foi s'il justifie sa créance. Enfin il désapprouva que ladite école des syndics ait été bâtie sans sa permission sur le terrain de la Fabrique et annula la rente annuelle promise par la paroisse pour l'entretien de ladite école. C'était beaucoup de désapprobations et M. Papineau en fut affecté; il se montra de plus en plus indifférent et moins zélé pour le succès de la mission religieuse de Bonsecours, sa rancœur vint durcir les rapports avec son curé.

Tout cela était autant de fardeaux qui écrasaient M. Power. Il voulut en finir avec ces misères et ces ennuis, particulièrement avec cette indifférence des paroissiens pour le soutien du prêtre et du culte. Il écrivit à son évêque : « *Quelque désir que j'aie de me rendre à la volonté de mes supérieurs, jamais je ne m'exposerai aux mêmes embarras et à la même gêne que dans le passé. Quel est le prêtre de votre diocèse qui ne vit de l'autel? Moi seul excepté* ».

Ces plaintes pressaient à l'action. Aussi, Mgr Lartigue s'y résolut pour tout de bon. Sans plus tarder, il écrivit à M. Papineau, le représentant officieux des fidèles de la Petite-Nation, que la paroisse n'aurait plus à l'avenir de curé résident, à moins d'un engagement immédiat et spécial des paroissiens de donner annuellement à leur curé la somme de cinquante livres (environ 200 \$.) lequel engagement devait se faire sous forme de billet à ordre, endossé et garanti par des personnes responsables et solvables. M. Papineau comprit qu'il avait tout intérêt, tant pour lui-même que pour les siens d'avoir un curé résident; il fit signer une pétition à cet effet, mais les

gens refusèrent les engagements écrits demandés par l'évêque. Devant ce fait, le 8 juillet 1833, M. Power demanda son changement. Il devint alors curé de Sainte-Martine de Châteauguay; en 1839 de Laprairie. En 1842, il fut consacré premier évêque de Toronto. Il mourut, en 1847, victime lui-aussi de son zèle pour les malades atteints du typhus. (HM, p. 151)

Vu les circonstances du départ de M. Power, Mgr Lartigue refusa aux gens de Bonsecours le prêtre résident qu'ils souhaitaient, en leur laissant l'espérance cependant d'en avoir un, le jour où seraient signés et donnés les billets et les garanties précédemment demandées. En attendant, il chargea les missionnaires de la Nouvelle-Longueuil (l'Original), particulièrement M. Moore, de voir à la desserte de Bonsecours.

M. Thomas Moore (1833-1835).

Le nouveau desservant de Bonsecours se rendit à cet endroit huit jours après sa nomination, avec l'intention d'y demeurer la majeure partie du temps, mais il n'y séjourna qu'un mois à peine, juste le temps de constater que les habitants du lieu ne le supportaient pas financièrement. Il développa alors à leur égard une attitude antipathique qui n'aida pas à son ministère; les paroissiens ne l'aimèrent pas, ils sentaient qu'il se déplaisait au milieu d'eux. Ils accusèrent les missionnaires de la Nouvelle-Longueuil de ne pas venir leur dire la messe parce qu'on n'allait pas les chercher, mais en même temps ils ne payaient jamais leurs frais de voyage.

M. Papineau fut insulté du départ précipité du missionnaire; il s'en plaignit amèrement à Mgr Lartigue et menaça de ne plus s'occuper à l'avenir de la venue ou non d'un prêtre dans la Petite-Nation. Évidemment c'était ennuyeux pour lui de voir constamment à la subsistance du prêtre, mais il l'avait voulu et promis dans son trop grand désir d'avoir un curé résident, lorsque le temps et les circonstances ne le permettaient pas. Son optimisme lui fit entrevoir des revenus fictifs, secondé en cela par ses concitoyens. Enfin il avait leurré l'autorité diocésaine.

Mgr Lartigue ne tint pas compte des menaces de M. Papineau. Il lui écrivit plutôt une lettre d'encouragement et approuva quelque peu sa manière de juger M. Moore. Cependant il lui répéta qu'il ne pouvait exiger d'aucun prêtre qu'il desservit la mission sans y trouver sa subsistance.

De son côté, M. Moore traitait les gens de Bonsecours cavalièrement. L'attitude de Papineau particulièrement ne lui allait pas du tout. Ce devait être fatigant pour le prêtre de voir un homme, si indifférent en matière de foi et ne fréquentant pas les sacrements, se poser constamment en grand justicier des causes religieuses de la paroisse. Fatigué du ministère des missions, et ne se croyant pas appelé à jouer un rôle de ce genre, il entra chez les Jésuites des États-Unis en 1839.

Toussaint Victor Papineau – quelques mois en 1836

Les choses marchèrent ainsi pendant près de deux ans. M. Moore fut remplacé par M. Toussaint Papineau, prêtre et frère de M. Denis-Benjamin Papineau; mais il n'y resta que deux ou trois mois, pour faire place à un curé résident.

M. Pascal Brunet (1835-1838) (HM, p. 161 et suiv.)

Au printemps 1835, pour la troisième fois, les paroissiens furent sollicités de se rendre aux désirs de l'évêque en garantissant par billets le soutien du prêtre qui alors resterait au milieu d'eux; tous furent unanimes à le faire. La liste de souscription fut vite remplie en nature et en argent : 184 minots de patates, 65 minots de bled, 9 minots de pois, 6 minots de seigle et 15 livres en argent, le tout pour environ 50 livres. Les habitants de Plantagenet, de Lochaber et de Grenville s'engagèrent eux aussi à donner 30 à 35 livres en argent.

Avec de telles dispositions et des promesses si généreuses, l'évêque pouvait difficilement se soustraire aux désirs des souscripteurs. Il leur envoya comme curé un jeune prêtre de 27 ans, vicaire à Longueuil, l'Abbé Pascal Brunet. Il voulut lui adjoindre un vicaire anglophone, l'Abbé Dolan. Tous deux devaient exercer leur ministère à la Petite-Nation et dans tous les cantons environnants.

Tout alla bien pour commencer. Le 5 octobre 1835, à peine un mois après son arrivée dans la paroisse, M. Brunet pouvait écrire à son évêque : *« Tout le monde, ici, paraît très reconnaissant de la faveur que votre Grandeur leur a faite en leur envoyant deux prêtres. Ils paraissent tous bien disposés à profiter de notre ministère. Dieu veuille que nous puissions correspondre à leurs désirs! »*.

Le nouveau curé était un bon administrateur. Depuis quelques années il y avait eu des négligences et du laisser-aller, il remit de l'ordre et de la discipline autant dans l'église qu'à l'extérieur.

M. Brunet déploya le même zèle dans les missions qu'il avait à desservir. Le 27 octobre 1835, il signalait à Mgr Lartigue le besoin d'une desserte religieuse pour les habitants du canton de Buckingham et de la Lièvre. Il s'offrait à les desservir; ils n'avaient pas eu la visite d'un prêtre depuis quatre ans. Quant au canton de Grenville, il voyait la nécessité d'une desserte plus fréquente et mieux suivie, vu l'accroissement sensible de la population. Il y avait aussi la Nouvelle-Longueuil où aucune mission n'avait été donnée depuis le départ de M. Moore; il attendait, disait-il, un signe de Mgr Gaulin, évêque de Kingston, pour s'y rendre.

Selon le Père Alexis, c'est à M. Brunet qu'est due la première chapelle d'Aylmer. (p. 145) Il s'était donné une bonne idée d'ensemble pour l'organisation de sa paroisse et de ses missions. En 1835, à Buckingham, il fit construire une chapelle sur le site actuel du vieux cimetière (rue Church). Il y ouvre les registres paroissiaux; le premier acte inscrit est un baptême, le 21 janvier 1836. (DO, p. 119 et B'ham, p. 59).

Malheureusement le vicaire Dolan était loin d'avoir le zèle de son curé. Le ministère auprès des Canadiens français ne lui disait rien. Son fanatisme insolent lui attira le mépris, même des siens, et il dut quitter la paroisse. Il alla vivre aux États-Unis. Ce fut M. Brady qui le remplaça. La Petite-Nation et tout l'Outaouais recevaient le cadeau d'un missionnaire extraordinaire qui passera sa vie dans la région et participera très activement à son développement pastoral et spirituel.

Le curé se trouva bientôt, comme ses prédécesseurs, en face des mêmes difficultés de la part de ses paroissiens; plusieurs reniaient déjà leur engagement pour le soutien du prêtre. Sans doute ils étaient pauvres, mais ils formaient plus de 140 familles catholiques et le curé n'exigeait que 50 louis pour son soutien. Cette fois encore, M. Papineau compta parmi les turbulents, ce qui aggrava la situation en raison de son rang et de son influence. La confiance que semblaient lui donner les autorités diocésaines le rendit de plus en plus autoritaire vis-à-vis le curé de Bonsecours.

Première desserte à Plaisance.

M. Papineau s'était montré d'abord très satisfait de M. Brunet. Il en profita pour demander une desserte religieuse à l'endroit où il habitait, depuis deux mois seulement, et à onze milles de la chapelle de Bonsecours, (dans le territoire actuel de Plaisance sur le chemin de la Presqu'île) donnant pour raison le prosélytisme d'un marchand américain qui tentait d'attirer des colons dans le protestantisme. Mgr Lartigue lui accorda cette faveur et M. Brunet accepta volontiers ce surcroît de travail. Les offices religieux se firent à la demeure de M. Papineau dès le mois de décembre 1835. Mais celui-ci profita de son titre de marguillier en charge pour déplacer de sa propre autorité les bornes et l'entourage du cimetière, à l'insu du curé absent pour les missions et contre le gré des paroissiens. En avril 1836, M. Brunet s'en plaignit à son évêque.

Les relations entre le curé et M. Papineau commencèrent alors à se gêner. M. Brunet attendit encore un an; les gens de la paroisse et des missions ne lui ayant pas donné la moitié de qu'ils avaient promis; excédé, il demanda son changement.

Mgr Lartigue fut prompt à répondre à cette lettre. Après avoir manifesté toute la bonté possible et toute son admiration envers M. Brunet, il le supplia de patienter quelques mois encore, en attendant un meilleur poste. Ce poste fut la paroisse de Sainte-Rose (*Note : de Laval); c'était une véritable promotion, mais il fallut l'attendre un an encore. M. Brunet signa son dernier acte dans les registres le 15 avril 1838. Pendant ce temps, M. Brady avait établi sa résidence à Buckingham.

Vacance de la cure.

Pour la deuxième fois, la paroisse canonique de Notre-Dame-de-Bonsecours redevint mission. Il y avait certainement quelque chose d'anormal dans cette dégradation méthodique d'une paroisse qui, après tout, pouvait fort bien garder un prêtre en permanence...car elle

comptait plus de 140 familles catholiques et cinq ou six cabaretiers licenciés sans compter les autres. Les faits prouvent que l'évêque tenait toujours un prêtre à la disposition des paroissiens de Bonsecours, seulement il exigeait qu'on lui donnât son soutien. Les paroissiens, animés de l'esprit d'indépendance de leur chef, Denis-Benjamin Papineau, sans avoir son esprit de dévouement et de sacrifice, faisaient du prêtre un humble serviteur sans salaire. (HM, p. 169).

M. le curé Brunet partit donc pour son nouveau poste; la paroisse allait rester sans curé pendant trois ans et demi. De bons et dévoués missionnaires, pendant l'interrègne, vont s'occuper le mieux possible de Bonsecours. Mais, ils seront des **missionnaires ambulants** qui ne pourront pas se confiner seulement dans les limites de la seigneurie de la Petite-Nation, comme un curé aurait pu le faire.

Quelques frictions (B'ham, p. 58)

La division des deux rives de l'Outaouais entre deux juridictions ecclésiastiques causera certaines frictions. Bytown avait le vent dans les voiles depuis qu'on avait commencé la construction du canal Rideau (1826-1832); à compter de 1827 cette ville naissante fut desservie par l'Abbé Haran et Bytown se trouvait dans le diocèse de Kingston. En 1832, la première chapelle catholique de Bytown était ouverte au culte. Le 31 janvier 1833, Mgr Lartigue de Montréal donne à l'Abbé John Cullen de Bytown, juridiction pour les townships de Buckingham et de Hull-Aylmer. Mais il n'entend pas céder pour autant ses droits à l'évêque de Kingston. À la fin de 1835, Mgr Lartigue manifeste sa surprise de l'arrangement secret conclu par le vicaire général de l'évêque de Kingston, Angus McDonald de Bytown, pour la desserte des gens de Pointe-Gatineau, alors qu'il a lui-même envoyé deux prêtres pour les desservir, les Abbés Brunet et Brady. C'est du curé de Bonsecours, l'Abbé Pascal Brunet, que relèvent les catholiques de la rive québécoise. Mgr Lartigue exhorte celui-ci à surveiller les prêtres de Bytown pour qu'ils ne desservent pas les habitants de Hull et pour qu'ils n'y recueillent pas des dons et des honoraires.

4.4 Les Missionnaires Ambulants (1836-1844)

Le 13 mai 1836, Rome érigeait en diocèse tout le district de Montréal et Mgr Jean-Jacques Lartigue prit possession de son siège épiscopal comme premier évêque de Montréal le 8 septembre suivant. Comme la population de la vallée de l'Outaouais et des cantons du Nord grandissait toujours, Mgr Lartigue voulut consolider l'œuvre des missions; il fit de tout l'Outaouais une région de mission pour l'évangélisation des Amérindiens, des colons et des ouvriers de chantiers; et il donna aux jeunes prêtres qu'il y envoya le titre de **Missionnaires-Ambulants de la Vallée de l'Outaouais**. Ils devaient y passer le temps de leur vicariat; à l'époque on était vicaire pour une durée habituelle de quatre ans. (HCQ, 1, p. 139). Mgr Lartigue leur écrivit des instructions sur la manière de vivre et de se conduire. Ils devaient aller deux par deux et faire autant que possible leurs exercices spirituels en commun. Leur résidence attitrée était à Bonsecours, à la Petite-Nation, où ils devaient venir se reposer de leurs fatigues.

Ces missionnaires ambulants parcoururent toute la région de l'Outaouais de Buckingham, Hull, Île-du-Grand-Calumet, Île-des-Allumettes jusqu'à l'arrivée des Oblats en 1844.

Pour contrer le problème chronique du manque de ressources financières, Mgr Lartigue établit à Montréal, par mandement du 18 avril 1838, l'œuvre de la Propagation de la foi en union avec celle de Lyon; ce qui permettait aux missionnaires de recevoir un certain revenu de ces aumônes des fidèles. « *Malgré les difficultés nombreuses, disait le prélat (dans le style de l'époque) et particulièrement malgré le manque de dotation, nous avons envoyé depuis le commencement de notre épiscopat, plusieurs missionnaires dans les parties de ce diocèse où les catholiques éloignés ne pouvaient, faute de moyens, pourvoir aux besoins de prêtres résidents, à l'érection des églises et autres nécessités du culte. Depuis deux ans, nous avons adressé, surtout aux sauvages infidèles du lac Témiscamingue et à d'autres tribus isolées et barbares, des prêtres courageux et zélés lesquels ont converti à la vraie foi plusieurs de ces infortunés...* » Et il terminait par un chaleureux appel à la générosité des fidèles.

Parmi les missionnaires plus connus à qui revient la gloire de l'évangélisation systématique de l'Outaouais, mentionnons Messieurs Pascal Brunet, l'Abbé Dolan, John Brady, Jean-Baptiste Bourassa, Joseph Desautels et Patrick Phelan. Messieurs Brunet et Bourassa furent curés de la Petite-Nation, Dolan et Brady y furent vicaires; une dizaine d'autres ne semblent pas avoir résidé à Bonsecours, mais laissèrent des traces dans l'Outaouais, on les trouve dans les régions éloignées du Pontiac. (NO, p. 213).

L'un d'eux, Monsieur **Jean Dupuis**, sulpicien, en 1836, en route pour le Pontiac, expose la situation religieuse de la région de Hull-Aylmer, il donne en même temps une description de l'endroit : (NDH, p. 11). « *À une dizaine d'arpents plus haut que Bytown sont les fameuses chutes Chaudières. Ce sont des espèces de gouffres en demi-cercle où l'Ottawa resserrée dans son lit se précipite par une chute d'une centaine de pieds de haut, d'où s'élève une vapeur épaisse, semblable à celle de l'eau bouillante. Nous n'eûmes que le temps de jeter un coup d'œil sur la ville naissante de Bytown; et, sans mettre le pied à terre, nous traversâmes l'Ottawa immédiatement, et nous gagnâmes en diligence Aylmer Place, par un très beau chemin. Nous apercevons sur la route, qui est de quatre lieues, trois églises protestantes, et pas une seule catholique : spectacle très propre à nous inspirer de sombres pensées sur l'état du catholicisme dans ces quartiers, sur les dangers que courent nos frères de perdre la foi, etc.* »

M. Jean-Baptiste Bourassa (1838-1839) [ne pas confondre avec le Père Médard Bourassa que nous retrouverons plus loin). Missionnaire ambulante, il remplaça M. Brady à la Petite-Nation, où il ne demeura guère plus que son prédécesseur. Tous deux exercèrent plutôt leur ministère dans les missions de la Lièvre, de la Gatineau et du Pontiac; ces missions prenaient de plus en plus d'importance, contrairement à celle de Bonsecours. M. Bourassa ne parlait pas anglais; il se plaignit à son évêque de l'animosité qui animait les deux communautés : les Canadiens et les Irlandais; cette question de race le désarma tellement qu'il demanda son changement pour devenir vicaire à Chambly en septembre 1839. [HM, p. 173-175].

En février 1839, des gens de la mission de Chelsea et de celle de Templeton s'étaient adressés à l'évêché pour demander que le futur missionnaire résident, dont on avait déjà réclamé qu'il parle français et anglais, puisse aussi s'exprimer en irlandais [gaélique]. [FDSH, p. 10]

M. David Charland [décembre 1839 à juillet 1841]

Au départ de M. Jean-Baptiste Bourassa, la desserte de Bonsecours fut confiée à M. David Charland alors qu'il était déjà curé de St-André d'Argenteuil. Ce prêtre passa et repassa dans la Petite-Nation, en faisant le plus de bien possible, mais forcément à la hâte. Heureusement que M. Brady dans ses moments de loisir, et M. Toussaint Victor Papineau, en vacances chez son frère, aidèrent leur confrère. Quand Mgr Bourget visita la Petite-Nation en septembre 1840, il n'y avait pas de curé résident à Bonsecours; M. Charland l'accompagna. Il laissa une ordonnance dans laquelle il demandait que la chapelle et le logement du curé soient convenablement réparés. [HM, p. 175]

De tous ces missionnaires, celui qui va marquer le plus toute la région de l'Outaouais, c'est l'Abbé John Brady, il y consacra toute sa vie

L'Abbé John Brady, d'abord comme éclaireur, puis « curé de l'Outaouais ».

John Brady est né le 12 juin 1798, en la paroisse Saint-Columkille, à Aughnaccliffe, comté Longford, en Irlande. Il a étudié au séminaire national de Maynooth, près de Dublin. En plein milieu de ses études, il émigre au Canada, arrive à Québec en 1834 ou 1835 et poursuit ses études au Séminaire de Montréal. Il est un des premiers prêtres à avoir été ordonné par Mgr Bourget, coadjuteur de Mgr Lartigue, le 30 ou 31 juillet 1837.

Après son ordination, M. Brady fut envoyé comme vicaire à la paroisse de Bonsecours; il y arriva le 18 septembre. Il relevait du curé Pascal Brunet puis le remplaça à compter d'avril 1838; son séjour à la Petite-Nation fut donc de courte durée, treize mois. Mais son travail de missionnaire ambulancier va le mener tout au long de l'Outaouais, de Grenville à Chapeau dans le Pontiac, en passant par Aylmer, Chelsea, Masham, Pointe-Gatineau, Buckingham et Thurso.

Le 9 mars 1838, il envoie à Mgr Bourget un premier rapport des visites aux communautés existantes : il est passé par Templeton [Pointe-Gatineau] puis est allé visiter le desservant de Bytown, M. Cannon. Ensuite. Il s'est rendu à Aylmer où « *j'ai réussi à persuader aux gens de bâtir une chapelle, comme il appert dans une pétition qui a été adressée à Monseigneur de Montréal* » [Hull, p. 211]. Pourtant ce n'est que le 5 juillet 1839 que l'Abbé Patrick Phelan fixa l'endroit où devait être construite la première église d'Aylmer [DO, p. 146]; c'est à cette date du 5 juillet 1838 que les catholiques d'Aylmer et de Eardley, réunis en assemblée, décident à l'unanimité de construire non pas une chapelle comme on le fait d'ordinaire, mais une véritable église en pierre, un presbytère en bois, ainsi qu'une sacristie, sur un terrain de huit arpents, incluant les terrains donnés par Charles Symmes. Ce rapport est suivi d'une pétition demandant officiellement à l'évêché l'autorisation de construire une église [FDSH, p. 10]

M. Brady poursuit ensuite sa visite à Chelsea et cet endroit l'a beaucoup impressionné; il y a découvert une centaine de familles irlandaises dont la majorité ne parle que l'irlandais, sa langue maternelle. Là aussi il fait des arrangements pour la construction d'une chapelle. Puis il informe son évêque que M. Wright, seigneur du village des Chaudières [Hull], offre un emplacement et de l'argent pour la construction d'une chapelle à Hull; vu que cette mission se trouverait bien rapprochée de celle de Bytown, il veut d'abord connaître son avis. [Hull, p. 211].

L'Abbé Brady raconte ensuite qu'il n'a pu rien faire à la Pointe-Gatineau à cause d'un différent sur l'emplacement de la nouvelle chapelle. En terminant sa lettre, il demande à son évêque la permission de visiter, de temps en temps, les secteurs les plus éloignés aux prises avec le prosélytisme des protestants. Cette lettre nous donne l'explication du retard apporté à la construction d'une chapelle à Hull : Bytown, qui avait son église toute organisée à ce moment, était trop près du village de Wright et sa population catholique était encore trop mince pour supporter une mission

Le 22 mai suivant, l'Abbé Patrick Phelan, du séminaire de Saint-Sulpice [HPG, p. 101, HT, p. 21] ou de Bytown [Hull, p. 212] est adjoint au missionnaire John Brady, et il reçoit l'ordre de fixer les emplacements de plusieurs chapelles. Le 5 juillet, il fixe l'endroit exact où sera construite l'église d'Aylmer [FDSH, p. 10]. Le 10 juillet suivant, après avoir pris connaissance de l'endroit le plus avantageux et le plus central du terrain de huit arpents donné par Philemon Wright, il désigne le site de la future église de Pointe-Gatineau. [(HT p. 21-22); il lui avait fallu trancher car un groupe irlandais, minoritaire, voulait l'église dans leur secteur à deux milles en deçà du site choisi. C'est l'origine de la mésentente qui se terminera soixante ans plus tard par la séparation d'un groupe d'Irlandais et la fondation de la paroisse de Quinville. (HPG, p. 101). L'Abbé Phelan fixa aussi l'emplacement de la chapelle de Chelsea (HULL, p. 212).

Durant l'été de 1838, l'Abbé Brady poursuit la visite de son vaste territoire; on le trouvera à Fort-Coulonge et à l'Ile-du-Grand-Calumet (NO, p. 213). Le 4 novembre il fait parvenir à son évêque un rapport détaillé de ses activités de l'année. (HM p. 171-173) On y apprend que dans chacun des cantons de Hull et de Templeton il y a à peu près une centaine de familles catholiques, mais beaucoup plus de protestants de toutes les confessions qui possèdent chacune leur église et leur ministre. Les fidèles s'estiment mal desservis par les prêtres de Bytown et ils font tous leurs efforts pour se préparer à avoir un prêtre résident, spécialement à Aylmer et à Chelsea où ils accélèrent dans ce but la construction de leur chapelle. Mais il n'est pas encore question d'une chapelle catholique à Hull.

À compter de 1838, où demeurait l'Abbé Brady? Nous savons que dès 1835-1836 une résidence avait été construite à Pointe-Gatineau et que les missionnaires y célébraient les offices religieux pour les colons. (HT, p. 20 et note 4). Dans une lettre du 15 septembre 1839, Mgr Lartigue informe, M. Brady « missionnaire à Templeton » qu'il restera chargé des missions de Buckingham, de Templeton, d'Aylmer et de Chelsea. Sur quoi ce dernier répond : « *Il n'y a ni à Chelsea, ni à Buckingham, ni à Templeton, une maison où je puisse me retirer. Les gens de*

Chelsea, voyant que j'étais à Templeton, ont pris le parti de pousser leur église et de laisser le presbytère de côté, je me suis donc installé au Chaudière (Hull). Là, je me trouve au centre de mes missions. Tout le monde est satisfait de ce changement. Les gens de Templeton eux-mêmes ne peuvent rien dire, puisque je serais resté chez eux s'ils m'avaient donné une chapelle, voire une cabane. J'espère que mon départ les forcera à pousser les travaux, quoique les Canadiens de la Gatineau soient bien pauvres. ». Dans une autre lettre, il démontre clairement la pauvreté des gens lorsqu'il dit : « *Depuis que je travaille pour eux, ils m'ont donné cinq louis* ». (HPG, p. 101-102).

L'Abbé Brady s'était donc établi à Hull; il avait loué, au prix de quinze livres par année, une humble cabane qui devint chapelle et presbytère. Mais, manifestement, tout le monde n'était pas satisfait de ce changement : quand il fit part de son projet d'y construire une église, les paroissiens d'Aylmer, de Chelsea et de Pointe-Gatineau s'y opposèrent; ils craignaient qu'une nouvelle construction au centre de ce triangle ne fasse tort à chacun d'eux. De plus, sa présence à Hull, loin de calmer les désirs des missions d'alentour, qui se disputaient la présence du missionnaire, ne fit qu'aviver les rivalités et exciter les jalousies. Elles en vinrent à se plaindre à Mgr Bourget, et M. Brady dut se justifier et expliquer pourquoi il avait choisi Hull pour son lieu de résidence; il écrivit à son évêque, le 8 avril 1840, les lignes suivantes : « *C'est ici aux Chaudières que devrait être construite l'église des deux cantons de Hull et de Templeton, si on pouvait y faire consentir tout le monde; mais ça été impossible dans le temps* ». (Hull, p. 213).

Mgr Lartigue, premier évêque en titre de Montréal, mourut le 19 avril 1840. Son coadjuteur, Mgr Ignace Bourget le remplaça. Comme son prédécesseur, il se fit beaucoup de soucis pour la population qui avait commencé à s'éparpiller le long de la rivière des Outaouais. Il voulut lui rendre visite. Avec l'entrée en scène de Mgr Bourget, c'est toute la destinée de l'Église qui va se dessiner dans la région de l'Outaouais.

5.1 Le rôle de Mgr Bourget dans le développement des institutions religieuses de l'Outaouais.

Quatre décisions vont marquer et orienter l'avenir de l'Église des deux côtés de la rivière des Outaouais

- sa visite pastorale de 1840 qui donna lieu à l'organisation religieuse des quatre paroisses mères.
- son rôle dans la venue des Pères Oblats au Canada en 1841 et à Bytown en 1844
- l'envoi à Bytown de Patrick Phelan pour en faire le coadjuteur de l'évêque de Kinston
- son influence dans la fondation du diocèse de Bytown.

5.1.1 La visite pastorale de 1840

Nouvel évêque en titre de Montréal depuis quelques mois seulement, Mgr Bourget voulut se rendre compte personnellement de la situation de tout le territoire de l'Outaouais et assurer une suite au travail accompli par les missionnaires ambulants. Prévue pour 1839, la visite fut reportée. Au printemps 1840, il demande à l'Abbé Brady de lui tracer un itinéraire et s'emploie à envoyer six prêtres préparer les fidèles à la visite épiscopale.

L'Abbé Brady propose à l'évêque l'itinéraire suivant : « *De la Petite-Nation à Buckingham en Steamboat; une fois débarqué à Buckingham, il y a cinq milles à faire en charrette pour gagner le village. De Buckingham à Templeton (la Gatineau) six lieues en Steamboat, ou, si le temps le permet, en canot. L'église est sur le bord de la rivière. De Templeton on va en calèche tant à Chelsea qu'à Aylmer. D'Aylmer on monte en Steamboat jusqu'aux Chats; et là il y a sept milles par terre que les missionnaires font généralement à pied pour atteindre le lac des Chats où l'on embarque de nouveau dans un Steamboat qui va jusqu'au Portage-du-Fort. À partir de ce point, il n'y a plus d'autre moyen de voyager qu'en canot. Mais je suis persuadé que les gens du Grand-Calumet se feraient un devoir et un plaisir d'aller chercher Sa Grandeur et que ceux des Allumettes feraient de même. Je pense que la meilleure manière de voyager serait de partir en canot d'en bas, en apportant toutes les choses nécessaires. Autrement nous serons obligés d'exercer le ministère dans les auberges* ». (MB II, p. 32-33, citation du Père Alexis).

La préparation de la visite

Partis vers le 10 août, six précurseurs visitent toutes les missions, y prêchent, y entendent les confessions, préparent les esprits et les cœurs au grand événement de la visite. (MB, II, p. 30-34). Les Abbés Jean-Charles Prince et Joseph Désautels prêchent à Aylmer, à Chelsea, à la Pointe-Gatineau, à Buckingham et jusqu'au lac Sainte-Marie où vivent une dizaine de familles perdues

dans les bois; l'Abbé Charland prépare les paroissiens de la Petite-Nation; les Abbés Amyot, Truteau et Girouard se rendent à l'Île du Grand-Calumet.

Mgr Bourget, alors âgé de 41 ans, ne redoute pas la fatigue, il est heureux de remplir un devoir, car « *étant obligé de donner notre vie pour le salut des brebis confiées à Nos Soins. Nous devons considérer comme peu de choses le sacrifice de nos aises et de nos commodités* » (**idem**, p. 32). Mgr Bourget quitte Montréal le 10 septembre, on le retrouve trois jours plus tard dans le canton de Grenville.

Le 16, il est à Bonsecours; il est touché par la requête des paroissiens lui demandant la faveur d'un curé résidant; il promet de s'en occuper. Puis, poursuivant son voyage par la rivière, il se rend à l'Île aux Allumettes; il y est vers la fin de septembre. Il fonde des missions : St-Alexandre de Clarendon qui deviendra Portage-du-Fort, St-Alphonse des Allumettes et Ste-Anne de l'Île du Grand-Calumet. (**HT**, p. 22)

Le 2 octobre, il érige canoniquement la paroisse d'Aylmer qui comprend les cantons d'Onslow, d'Eardley et une partie de Hull jusqu'à la montagne exclusivement. Le 4 octobre, il bénit l'église St Stephen de Chelsea et décrète que cette mission comprendra la partie du canton de Hull, dite de la Montagne. Deux jours plus tard, il consacre la chapelle de la Pointe-Gatineau sous le patronage de Saint-François-de-Sales. « *Nous avons ordonné, écrit-il, que le canton de Templeton, avec le village des Chaudières, jusqu'au chemin de Brigham, y compris la terre d'André Leamy, qui est au-delà du chemin, forme la nouvelle mission de Saint-François-de-Sales, sur la rivière Gatineau, dont la fête se célèbre le 29 janvier* ». (**Alexis**).

Le 9 octobre, il érige la mission de Saint-Grégoire-de-Nazianze à Buckingham formée du même canton et de celui de Lochaber; cette mission couvre les deux côtés de la rivière aux Lièvres, d'un côté jusqu'à la mission de Sainte-Cécile sur la rivière la Pêche, de l'autre jusqu'à la seigneurie de la Petite-Nation. Le curé de Bonsecours avait déjà construit une chapelle en ces lieux dès 1836. À cet endroit, il ordonne que la construction du presbytère soit terminée le plus tôt possible et qu'on procède à l'élection de marguilliers. Cette même journée, il fonda, de Buckingham, la mission de Sainte-Cécile de La-Pêche; déjà quelque vingt-cinq familles s'y étaient établies comme premiers colons, le canton allait recevoir son premier contingent de catholiques et de Canadiens français. (**DO**, p. 157)

La description des limites paroissiales nous montre que le village des Chaudières (Hull) était rattaché à la paroisse de la Pointe-Gatineau. Bien qu'il soit le plus peuplé et le plus important parmi ses voisins, son origine protestante semble l'avoir un peu mis à l'écart dans les cadres de l'Église, dont les missionnaires foulaient depuis longtemps le portage des chutes Chaudières. (**Hull**, p. 213-214).

Le 13 octobre, il consacre officiellement le maître-autel de l'église de Rigaud. Le voyage avait donc duré un mois. (**MB**, II, p. 33).

Rapport de la visite pastorale

De retour à Montréal, le 25 novembre, Mgr Bourget envoie une lettre pastorale à tous ses diocésains; il rend grâces à Dieu et aux fidèles qui l'ont soutenu de leurs prières, puis il décrit sa visite :

« Nous avons planté la croix du Sauveur en huit endroits où ce signe de salut n'avait pas encore été publiquement arboré et vénéré. Nous avons béni solennellement quatre chapelles qui se sont trouvées assez finies pour que les exercices de la mission s'y soient faits avec décence. Nous avons institué le chemin de la croix dans huit églises différentes; nous avons érigé huit nouvelles missions et désigné la place de trois nouvelles chapelles, lesquelles, à en juger par le zèle des catholiques de ces lieux, devront être prêtes sous peu de temps à servir au culte du Seigneur. La confirmation a été administrée à près de neuf cents personnes et plus de mille sept cent cinquante personnes ont participé au banquet eucharistique ». (MB, II, p. 34).

Pour la consolation des parents, il parle des chantiers, qui n'avaient pas bonne réputation dans le Bas-Canada, mais qui ont, eux aussi, profité de la grâce de la visite : *« Nous avons pris des mesures, de concert avec les bourgeois des divers lieux, pour que les missionnaires que Nous nous proposons d'envoyer puissent parcourir les chantiers et continuer une œuvre si heureusement commencée. Cette œuvre doit vous paraître bien intéressante, et vous devez l'avoir fort à cœur, puisqu'il s'agit des plus chers intérêts de vos proches et de tous vos frères en J.-C. Ce sera pour les pères et les mères une inquiétude de moins de savoir que leurs enfants seront à l'avenir pourvus de secours spirituels dans cette partie éloignée de notre diocèse ».* (Idem, p. 34).

Ils étaient nombreux ces jeunes gens à se rendre dans la région pour la coupe du bois et le flottage des billots; d'après M. Désautels, missionnaire à Aylmer, en 1842, ils étaient 5,000 dont seulement 250 n'étaient pas catholiques. (MB, II, p. 31, note 39, citation du Père Alexis).

De cette visite, écrit le Père Alexis, date l'organisation religieuse du diocèse d'Ottawa. (Idem, p. 33).

Les suites à la visite pastorale

À Aylmer, Chelsea et Pointe-Gatineau

Mgr Bourget nomma l'Abbé Joseph Désautels, curé d'Aylmer et desservant de Chelsea et de Pointe-Gatineau (de 1840 à 1848). Il fut donc le premier missionnaire résidant de la paroisse Saint-Paul d'Aylmer; en 1840, au moment de la fondation, il n'était âgé que de 26 ans. Les services aux fidèles sont donnés en français et en anglais. Nous savons déjà qu'il doit desservir les deux autres missions de Chelsea et de Pointe-Gatineau. À Aylmer, tel que prévu et recommandé par Mgr Bourget, il procède à l'arrangement intérieur de la résidence-sacristie et s'y installe. Un peu plus tard, il fit construire un presbytère en bois, fort convenable pour l'époque, qui semble avoir été situé sur l'emplacement de l'église actuelle. En novembre 1841, il établit les limites et procède à la bénédiction du cimetière; ce même mois a lieu la bénédiction de la cloche de l'église. (FDSH, p. 12). À Aylmer, deux vicaires aideront le curé Désautels : les abbés J.A. Boisvert (1841) et J.L. Leclaire (1843). Mais ils ne demeureront pas longtemps.

À la Pointe-Gatineau,

Jusqu'en 1847, la mission est prise en charge par le curé Désautels d'Aylmer et son vicaire et ensuite par le Père Eusèbe Desrochers, o.m.i. à compter de 1843 (?) Le culte se célébrait dans une église en bois commencée par l'Abbé Brady et terminée par l'Abbé Guinguet, premier curé résidant qui arriva à la paroisse le 19 février 1847. (DO, p. 155)

À Hull.

Quant aux habitants des Chaudières, il leur est plus facile de fréquenter l'église de Bytown que de se rendre à la Pointe-Gatineau.

À Buckingham.

Certes, M. Brady était plein de zèle, son intuition était bonne, mais il était ombrageux et excessivement sensible à la critique. Mgr Bourget crut bon de le déplacer; il le nomma curé-missionnaire de la paroisse St-Grégoire-de-Nazianze. La nouvelle mission de Buckingham comptait soixante-dix familles (DO, p. 120). M. Brady se mit à desservir les petites communautés catholiques les plus proches, des deux côtés de la rivière des Outaouais, les cantons de Lochaber (Mayo, Thurso), de Cumberland et de Buckingham (incluant le territoire des futures paroisses de Masson et d'Angers). (ST, p. 17). Malgré des problèmes de santé, il demeurera curé jusqu'en 1862, assisté d'un vicaire après 1854.

À la Petite-Nation.

La décennie de 1840 fut tumultueuse à la paroisse Notre-Dame- de-Bonsecours. Touché par la sincérité des intentions des paroissiens lors de sa visite pastorale, Mgr Bourget avait fini par leur envoyer un curé résidant, l'Abbé Sterkendries; arrivé en octobre 1841, il demeurera à

Bonsecours jusqu'en 1849. Ce prêtre belge, âgé de 37 ans, avait un caractère difficile et manquait de sens pratique; on verra comment il se retrouva au milieu d'énormes difficultés et comment il se décida de quitter sa paroisse

Pendant ce temps (1840-1847) dans les autres parties de l'Outaouais

À l'Île du Grand Calumet. C'est en 1846 que s'installa le premier curé résidant et que s'ouvrent les registres paroissiaux. De 1840 à 1846, une dizaine de missionnaires viennent effectuer des visites régulières; parmi eux, deux Pères Oblats, les Pères A.A. Brunet et Jean N. Laverlochère. (NO, p. 213).

5.2 L'envoi à Bytown de Patrick Phelan pour en faire le coadjuteur de l'évêque de Kingston

Mgr Bourget était toujours préoccupé par les missions de l'Outaouais. Il voyait venir le moment de jeter les fondements d'un nouveau diocèse dans cette région naguère désolée et aujourd'hui en plein développement. Pour réussir dans une telle entreprise, il lui fallait deux choses : des ouvriers évangéliques et un centre capable de leur procurer quelques ressources. Les ouvriers ne pouvaient être que des religieux. Quant au centre de l'évangélisation dans la vallée de l'Outaouais, il n'y en avait qu'un de possible pour de longues années encore; c'était Bytown qui grandissait tous les jours. Or, Bytown se trouvait dans le diocèse de Kingston qui avait été fondé en 1826; l'évêque était Mgr René Gaulin, un francophone né à Québec, ami de Mgr Bourget.

À Bytown, en 1840, avaient commencé les travaux de construction d'une nouvelle église paroissiale; l'année suivante, la première pierre angulaire était bénite et posée solennellement par Mgr de Forbin-Janson, évêque français de Nancy et Toul, et qui, à cette époque, remuait tout le peuple Canadien-français par ses célèbres retraites paroissiales. La paroisse de Bytown s'avérait difficile à gérer; deux communautés distinctes, deux langues, deux cultures imposaient le choix d'un prêtre qui parlait également bien l'anglais et le français. Ce qui n'était pas le cas. Dix prêtres s'étaient succédé pendant une période de quinze ans. Les Irlandais étaient majoritaires. La paroisse était devenue ingouvernable.

Mgr Bourget comprenait la situation particulière de la paroisse de Bytown. Il jeta les yeux sur un homme éminent qu'il destinait à l'épiscopat. Dès cette époque, Mgr Bourget envisageait comme prochaine la création d'un nouveau diocèse dans la vallée de l'Outaouais; il crut préparer les voies à cette création en envoyant à Bytown celui dont il voulait se faire un coopérateur dans cette œuvre difficile.

Qui était Patrick Phelan

Patrick Phelan, en 1825, avait été le premier prêtre ordonné par Mgr Lartigue. Après un mois de ministère dans la paroisse Notre-Dame, il décida d'entrer chez les Sulpiciens. Pendant plus de quinze ans, il fut chargé de la paroisse irlandaise de St Patrick, il veilla aussi au bien-être matériel de ses paroissiens par les oeuvres éducationnelles et caritatives (soins aux malades durant les épidémies de choléra de 1832 et 1834, ministère auprès des veuves et des orphelins), et fonda en 1841 la St Patrick's Total Abstinence Society pour lutter contre l'alcoolisme qui faisait des ravages chez ses ouailles.

Chargé de missions dans la vallée de l'Outaouais; en 1839, il reçut de son évêque le mandant de choisir l'endroit pour la construction des églises d'Aylmer, de Chelsea et de Pointe-Gatineau. Il arriva à Bytown comme curé en octobre 1842, avec le double prestige de son nom

et du titre de Vicaire général des diocèses de Kingston et de Montréal. . Il eut deux assistants temporaires : les Abbés Moreau et Leclair.

M. Phelan se tenait constamment en communication avec Mgr Bourget. Il fit preuve d'un zèle inlassable dans le travail de missions sur les deux rives de la rivière. En 1843, il accompagna Mgr Gaulin de Kingston dans une visite pastorale et se rendit jusqu'à l'Île aux Allumettes. Mgr Gaulin conféra le sacrement de confirmation dans les missions des deux rives de l'Outaouais, dispensant ainsi Mgr Bourget d'un long et pénible voyage...

Le 20 février 1843, M. Phelan était nommé coadjuteur de l'évêque de Kingston qui devenait de plus en plus malade. Il fut sacré le 20 août 1843 dans l'église paroissiale de Montréal par Mgr Bourget. Mgr Phelan n'était pas heureux de quitter sa paroisse de Bytown. Ne pouvant se trouver un successeur, il consulta Mgr Bourget. Ce dernier qui avait son plan le persuada d'accepter la venue des Oblats.

5.3 La venue des Pères Oblats au Canada et à Bytown

(DO, p. 36-39) et (PPCE, p. 11-13)

Mgr Bourget prit aussi une part très active dans la venue au Canada des Pères Oblats (1842) et dans leur installation à Bytown (1844). (Cette section s'inspire de MB, p. 253-254)

En mai 1841, Mgr Bourget entreprenait son premier voyage en Europe avec dans ses malles une vingtaine de dossiers qu'il voulait faire avancer. Bien sûr, il voulait ramener des prêtres, beaucoup de prêtres. Le 29 juin, en route pour Rome, il se trouvait à Marseille; c'était un dimanche et la fête de Saint-Pierre; il demande à célébrer la messe au sanctuaire Notre-Dame-de-la-Garde; au petit déjeuner qui suit, il apprend l'existence des Oblats de Marie-Immaculée, puis il rencontre leur fondateur et Supérieur-Général, Mgr de Mazenod, évêque de Marseille. L'arrêt à Marseille n'était pas prévu, encore moins la rencontre avec l'illustre et saint évêque...mais cette rencontre allait marquer le destin de la foi dans tout l'Outaouais; heure très importante pour le diocèse de Montréal, pour les Oblats et pour l'apostolat missionnaire de l'Église.

Arrivés au Canada en décembre 1841, les Oblats résidaient alors à Longueuil. Mgr Bourget leur proposa de s'établir au poste important de Bytown qui, dans sa pensée, devait être choisi sous peu comme siège d'un évêché. Les Oblats acceptèrent les trois charges que Mgr Bourget leur confiait : la desserte de Bytown, les missions des chantiers et les missions indiennes de tout l'Outaouais et du Témiscamingue.

Bytown était dans le diocèse de Kingston. Il fallait prévoir que pendant de nombreuses années encore, le clergé séculier ne pourra pas suffire à la tâche. D'où la nécessité, pense Mgr Bourget, de confier ce poste à un Institut religieux. Et pour promouvoir ce qui lui paraît conforme au plus grand bien de l'Église du Canada, il mène campagne sur deux fronts à la fois : auprès de Mgr de Mazenod, supérieur général des Oblats et auprès de Mgr Phelan, coadjuteur de Kingston.

La population catholique de Bytown était peu nombreuse; elle était surtout de langue anglaise. Cette circonstance était de nature à en éloigner les Oblats, originaires du Midi de la France, ils ne parlaient pas anglais. Mais dans la pensée de Mgr Bourget, le ministère de la petite ville n'était pas le plus important. Il fallait assurer l'évangélisation des Amérindiens de l'Abitibi et du Témiscamingue, il fallait procurer les secours religieux aux milliers de jeunes Canadiens des chantiers. La résidence oblate de Bytown serait le pied-à-terre de ces missionnaires. Il ne paraissait pas sage à Mgr Bourget de confier aux Oblats ces deux ministères sans leur donner, en même temps, une garantie de stabilité dans la région. L'évêque de Montréal suggérait que Bytown leur soit concédée un peu comme Ville-Marie l'avait été autrefois aux Sulpiciens.

Le 15 février 1844, Mgr de Mazenod approuve l'établissement des Pères à Bytown. Non seulement, il répond à l'attente de Mgr Bourget, mais il la dépasse généreusement comme en fait foi sa réponse :

« Dans cet état de choses, il ne suffit pas que j'envoie quelques sujets de plus pour former que l'on demande; je regarde comme un devoir de faire les plus grands sacrifices pour organiser une sorte de Province de notre Congrégation en Amérique. J'ai dû choisir pour cela un homme distingué et qui a fait ses preuves dans une administration difficile. Vous ne tarderez pas à reconnaître les qualités dont il est doué et je suis certain que vous n'aurez qu'à vous louer de lui dans tous les rapports que voudrez bien entretenir avec lui » (idem p. 253)

Cet homme précieux qui arrive au Canada comme Supérieur Provincial, c'est le Père Bruno Guigues; on n'a pas fini d'entendre parler de lui.

Pour Mgr Bourget promouvoir la cause des Oblats se confond, dans sa pensée, avec celle de l'Église. Il restait à convaincre Mgr Phelan, coadjuteur de Kingston, et à ce moment-là, curé de Bytown; celui-ci se montra d'abord réticent et inquiet car une partie de la population s'opposait au projet, les Oblats étaient des étrangers. Rappelons-nous les conflits ethniques de cette paroisse où les Irlandais étaient majoritaires, Mgr Phelan mit comme condition : que les religieux aient à Bytown un prêtre irlandais, ou du moins parlant bien l'anglais. Mgr Bourget lui envoie une lettre d'encouragement, il n'envisage, dit-il, que le plus grand bien de nos deux diocèses : *« je suis persuadé qu'ils (les Oblats) n'auront pas résidé quelques années à Bytown, qu'ils auront trouvé le moyen, en demandant du secours en Europe, de vous faire collège, couvent, maisons d'école, etc., ce qui tournera à l'avantage des habitants de l'Ottawa, qui sont privés de ces grands secours... » (Idem p. 254)*. Des paroles prophétiques.

Le 26 février 1844, le Père Adrien Telmont, supérieur de la nouvelle fondation, arrivait à Bytown. À part cette localité, la desserte comprenait les cantons voisins d'Osgoode, de Gloucester et de March.

Pendant l'hiver suivant, quelques-uns de ces missionnaires prêchent une mission dans les chantiers de la rivière La Blanche (LB, p. 29); le Père Eusèbe Durocher écrit que les habitants

de cette région sont pauvres et abandonnés : « *ils veulent une visite des missionnaires, et il y a là six chantiers.* » (LB, p. 29).

Le même Père Durocher se met à poursuivre le projet rêvé par M. Brady; en 1846, il se fit concéder par M. Wright deux lots pour la construction de la première chapelle catholique que l'on appela : « la chapelle des chantiers »; voici comment il la finança : « il monta sur les cages, fit souscrire par les voyageurs la somme de mille piastres, grâce auxquelles il put construire cette même année l'édifice projeté ». (NDH, p. 14-17). Cette chapelle desservit les hommes de chantier qui descendaient au printemps avec le flottage du bois et séjournaient une partie de l'été en cet endroit, en attendant de s'enfoncer de nouveau dans les forêts de la Gatineau. Plus tard, les Oblats feront l'acquisition, avec leurs propres deniers, de dix autres lots pour former la propriété de la future église et de ses dépendances.

Le Père Eusèbe Durocher o.m.i.

Né à Saint-Antoine-sur-Richelieu en 1807 dans une famille de huit enfants. Deux de ses frères seront prêtres et deux de ses sœurs furent religieuses dont Eulalie (1811-1849), fondatrice des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie (Mère Marie-Rose) et qui fut béatifiée par Jean-Paul II en 1982. Ordonné prêtre en 1833, Eusèbe entre chez les Oblats en 1842 au moment où ils arrivent au Canada. Il aida beaucoup sa sœur Eulalie à discerner sa vocation comme fondatrice de communauté. Il fut missionnaire dans les chantiers de l'Outaouais de 1843 à 1846. Il construisit la chapelle des chantiers de Hull et fut desservant de Pointe-Gatineau en 1845-1846. Il laissa la communauté des Oblats et fut curé à Beloeil de 1852 à 1862. Il mourut en 1879.

Arrivée des Sœurs Grises : 1845

Au moment où Mgr Phelan hésitait à recevoir les Oblats, il désirait un établissement des Sœurs Grises à Bytown pour instruire les enfants. Le projet ne pouvait se réaliser sans la collaboration de Mgr Bourget de qui dépendaient les Sœurs. Et cette collaboration ne manqua pas. Il en fit la demande à la Supérieure générale. La requête fut acceptée.

Le Père Telmont alla rencontrer les Sœurs désignées pour cette mission. Le 20 février 1845, six jeunes femmes de cet institut arrivaient à Bytown en traîneau, après deux jours de voyage en provenance de Montréal; elles avaient passé la nuit du voyage à la Petite-Nation, à la résidence de M. Denis-Benjamin Papineau. La Supérieure était Élisabeth Bruyère âgée de 26 ans. Elles se mirent à l'œuvre immédiatement : deux semaines plus tard, elles ouvraient une école de deux classes; deux mois plus tard, c'était l'ouverture d'un petit hôpital qui deviendra l'Hôpital Général d'Ottawa. Le couvent devint le noyau d'une nouvelle congrégation religieuse, le recrutement gonfla rapidement les rangs des religieuses; en quelques décennies elles fondèrent tout un chapelet d'institutions scolaires et hospitalières.

5.4 Ses démarches en vue de la fondation du diocèse de Bytown

Le rapport sur les missions que l'Abbé Desautels fait parvenir à Mgr Bourget en 1842 met en lumière la situation précaire des catholiques de l'Outaouais, entourés de protestants, mal desservis et entraînés dans le désordre par les milliers d'hommes de chantier qui y travaillent ou qui « engagent ». On s'entend sur l'importance d'organiser des missions dans les chantiers pour rappeler à ces hommes leurs devoirs de chrétiens.

Cependant, Bytown grandissait. Depuis 1840, elle était devenue ville et, à ce titre, elle pouvait envoyer un représentant au Parlement. Dès cette époque, dit-on, le gouverneur général, Lord Sydenham, avait l'intention d'en faire la capitale des Canadas-Unis, sous le prétexte que Kingston, Toronto et Montréal étaient trop voisins de la frontière américaine. Il faut se rappeler que, depuis 1840, suite aux troubles politiques de 1837-1838 et au rapport Durham, le Bas et le Haut Canada n'existaient plus comme entités politiques distinctes; la colonie britannique avait été regroupée sous un régime d'Union politique.

Mgr Bourget continuait toujours à suivre le développement de la vallée de l'Outaouais. En 1844 avait été fondée la Province ecclésiastique avec Mgr Signay, titulaire du siège de Québec, comme archevêque. Deux ans plus tard, les suffragants n'avaient pas encore été invités à se réunir pour étudier en commun les besoins de leurs Églises; les relations entre Mgr Signay et Mgr Bourget étaient tendues. (MB, II, p. 230-237). Mgr Bourget souhaitait que cette nouvelle institution devienne fonctionnelle et qu'elle approuve la fondation d'un diocèse à Bytown qui serait suffragant de Québec. Dans ces circonstances, il en prit lui-même l'initiative; il s'entendit avec ses confrères évêques qui seraient affectés par le démembrement : Mgr Michel Power de Toronto, Mgr Patrick Phelan de Kingston et Mgr Norbert Provencher, vicaire apostolique à la Rivière-Rouge; ils jugèrent que l'heure était venue de fonder un nouveau diocèse et décidèrent de porter leur requête au pape. Les choix de Mgr Bourget avaient prévalu : la ville épiscopale, le découpage du diocèse et le nom du premier évêque.

Au printemps de 1846, Mgr Bourget s'embarqua pour l'Europe, porteur d'une supplique au Saint-Père et d'une deuxième supplique, cette dernière pour Mgr de Mazenod. L'un et l'autre comprirent le bien-fondé de ces suppliques qui disaient que le bien des âmes exigeait le démembrement des anciens diocèses et que le nouveau, dont Bytown serait le centre, aurait toutes chances de prendre une importance capitale avec les années; qu'il importait de prendre pied dans une région où les sectes protestantes s'implantaient à vive allure; enfin, qu'il fallait comme titulaire un prêtre membre d'une congrégation religieuse, seule capable de répondre aux besoins progressifs des paroisses qui ne tarderaient pas à se fonder.

Par un bref du 25 juin 1847, Pie IX se rendit à la demande des évêques. Par un second bref en date du 9 juillet suivant, le Père Eugène-Bruno Guigues, Provincial des Oblats depuis son arrivée Canada en 1844, était nommé premier évêque de Bytown.

Le territoire du nouveau diocèse était immense. Dans la partie québécoise, de la cartographie actuelle, il couvrait toute la section à l'ouest de St-Jérôme, vers la baie d'Hudson et au nord vers la hauteur des terres. Du côté ontarien, il comprenait une portion de terre d'une largeur de dix milles le long de la rivière des Outaouais, depuis le canton d'Hawkesbury jusqu'à la rivière Maskinongé. Ces limites furent modifiées peu de temps après, à la demande des évêques de Bytown et de Kingston pour des raisons d'accommodements géographiques et administratifs; feront donc partie du diocèse de Bytown tous les cantons suivants : Prescott, Russell, Goulbourne, Huntley, Pakenham, Darling et Lavant.

EN ANNEXE

Conséquences des audaces de Mgr Bourget:

- * Les Oblats prirent racine à Ottawa, y fondèrent deux universités et essaimèrent dans les diocèses du nord de l'Ontario et de l'Ouest canadien
- * Pendant 120 ans, jusque vers 1970, le diocèse d'Ottawa fut à majorité francophone
- * Jusqu'en 1861, les catholiques anglophones étaient prédominants
- * L'initiative de Mgr Bourget empêchait un éventuel lobby irlandais de faire nommer à Ottawa un évêque anglophone

Le rêve d'une nouvelle province:

On ne saurait parler de l'histoire de l'Église catholique de l'Outaouais sans mentionner le grand rêve de l'épiscopat québécois devenu, dans les décennies suivantes, plus nombreux, plus organisé et plus puissant que celui de l'Ontario; il rêvait de la fondation d'une véritable « province » à prédominance française et catholique qui aurait jeté un pont entre le Québec et le Manitoba en passant par le nord de l'Ontario. Le diocèse d'Ottawa allait devenir l'outil de cette politique et de ce grand dessein, même s'il n'est pas encore présent au moment de sa fondation. Ce plan a été analysé par Donald Cartwright :

D.G. Cartwright, "Ecclesiastical Territorial Organization and Institutional Conflict in Eastern and Northern Ontario, 1840 to 1910". Communications historiques, Ottawa, Société historique du Canada, 1978, pages 176-199).

De là, l'existence, tout au long de la rivière des Outaouais, de diocèses qui chevauchèrent les deux rives et les deux provinces. Mais la création d'institutions sociales, culturelles et politiques spécifiques au Québec amenèrent l'abandon de ce grand rêve. Une exception seulement perdue : le diocèse de Pembroke couvrant une partie du territoire du Pontiac

L'histoire nous apprend aussi que, quelques années plus tard, des pressions furent exercées pour que le diocèse d'Ottawa, dans sa partie ontarienne, soit suffragant du diocèse de Toronto. Le projet échoua lorsque, en 1886, Ottawa fut promu au rang d'archevêché. Les évêques ontariens craignaient de voir les comtés écossais de Stormont and Glengarry s'intégrer à Ottawa. L'évêque de Kingston, Mgr Cleary, obtint que ces deux circonscriptions forment le nouveau diocèse (suffragant) d'Alexandria en janvier 1890 et l'Abbé Alexander MacDonald, un « écossais pur laine » en devint le premier évêque.

(Jacques Lamarche, *Célébrités/ Collection biographique/ Les évêques de l'Église catholique au Canada de 1658 à nos jours*. Lidec 1999).

Quelques questions concernant les décisions de Mgr Bourget.

En terminant cette section quelques questions peuvent se poser :

- Mgr Bourget aurait-il pu choisir comme siège d'un évêché une petite ville ou un village du Québec qui avait toutes les chances de se développer laissant ainsi au diocèse de Kingston tout le territoire situé en Ontario?
- Mgr Bourget, sachant déjà qu'il y avait déjà eu dans le passé des « incursions pastorales » de personnalités du diocèse de Kingston dans le territoire de l'Outaouais québécois, redoutait-il pour l'avenir l'avènement d'un évêque anglophone hostile au fait français?
- Mgr Bourget aurait-il pu réaliser son projet sans la maladie de Mgr Gaulin, la coopération de Mgr Phelan et la présence providentielle des Pères Oblats?

Démembrement de l'archidiocèse d'Ottawa et l'évolution des structures ecclésiastiques.

Le démembrement de l'archidiocèse d'Ottawa pose de sérieuses difficultés. Ses frontières chevauchent deux provinces civiles : le Québec et l'Ontario. Elles englobent des groupes ethniques compacts. Dans sa partie ontarienne son développement économique est commandé par Toronto, son peuplement est assuré pour une large part par des Canadiens français en provenance du Québec et sa vie religieuse est animée par les Oblats depuis 1844. Il n'est pas possible dans cette région frontalière d'ajuster les frontières

ecclésiastiques aux frontières civiles ni d'effectuer un découpage respectueuse des ethnies. Aux yeux de l'épiscopat québécois, cela ne semble pas souhaitable non plus

Le point de vue de l'épiscopat québécois

En chevauchant les frontières civiles, il n'y a rien de mieux pour faciliter l'immigration des francophones en Ontario et « assurer aux autres diocèses de langue anglaise » l'appui de la toute puissante Église du Québec. Le catholicisme ontarien pour progresser, sinon pour maintenir ses positions, a besoin de l'afflux des Canadiens français catholiques.

Démembrement en quatre s temps

Le démembrement s'effectue en trois temps, au rythme du développement minier et du mouvement de colonisation.

En **1882**, on confie à Mgr Narcisse-Zéphirin Lorrain l'administration du vicariat apostolique du Pontiac que Rome a détaché du diocèse d'Ottawa et qui comprend alors seize paroisses. Le premier évêque prend résidence à Pembroke. Le territoire du nouveau vicariat est immense; il couvre la rive québécoise de la rivière des Outaouais depuis le comté d'Onslow (Quyon) jusqu'à la baie d'Hudson. Il couvre aussi la rive ontarienne de la même rivière, le nord de l'Ontario jusqu'aux limites du diocèse de Saint-Boniface. En **1898**, tout le vicariat est transformé en diocèse qui prend le nom **de diocèse de Pembroke** dont la paroisse mère, fondée en 1856, avait St Columbkile pour patron.

En 1903, la découverte d'un gisement d'argent à Cobalt provoque un nouveau mouvement de population qui, **en 1908**, nécessite l'érection, à même les territoires amputés à Pembroke et à Ottawa, du Vicariat apostolique du Témiscamingue, devenu le **diocèse d'Haileybury en 1915**. Mgr Élie-Anicet Latulippe en fut le premier évêque. Le peuplement de cette partie nord est assuré pour une large part par des Canadiens français en provenance du Québec et toute sa vie religieuse est animée par les Pères Oblats.

Mais le diocèse d'Ottawa est encore trop vaste. Le 21 avril **1915**, on détache toute sa partie nord qu'on érige en **diocèse de Mont-Laurier**. Pembroke et Haileybury chevauchent le Québec et l'Ontario; Mont-Laurier est tout entier dans le territoire québécois. La fondation du diocèse de **Rouyn-Noranda en 1973** enlevait au diocèse de Timmins sa partie québécoise. Ces dernières années la partie québécoise du diocèse de Moosenee à la Baie d'Hudson a été transférée au diocèse d'Amos. Il ne reste plus que l'enclave du Pontiac à dépendre d'un diocèse ontarien.

En 1963, c'est toute la partie québécoise qui se détache du diocèse d'Ottawa pour devenir le diocèse de Hull, suffragant d'Ottawa. Mgr Paul-Émile Charbonneau en fut le premier évêque.

Les diocèses du nord de l'Ontario.

En **1903**, Rome avait déjà érigé le **diocèse de Sault-Sainte-Marie**

En décembre **1938**, trois nouveaux diocèses seront formés à même les territoires de Pembroke et d'Haileybury. Le siège d'Haileybury sera transféré à Timmins qui devient alors le diocèse **de Timmins**. Le Vicariat apostolique de l'Ontario-Nord créé en 1920 se scinda en deux nouveaux diocèses : **Hearst** dont Mgr Joseph Charbonneau sera le premier titulaire et le Vicariat apostolique de la Baie-James, plus tard (1967) **diocèse de Moosonee**. À la date du 3 décembre **1938**, avec la création du diocèse de Hearst, Rome annonçait aussi la création du **diocèse d'Amos**, en Abitibi.

Sources :

Annuaire de l'Église catholique au Canada

Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois*, le 20^e siècle, Tome 1 (1898- - 1940), 1984, Montréal, Boréal Express, page 76.